

Cahiers du Bolchevisme

Organe théorique du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)

HEBDOMADAIRE

Sommaire :

Idéologie, direction et organisation homogènes. A. L.

Contre Trotsky : sur la question des perspectives révolutionnaires. Albert TREINT.

Les Jeunesses Communistes russes et la Révolution d'Octobre.

Les conséquences de l'avènement des conservateurs anglais au pouvoir.
A. MASLOW.

Thèses sur la situation internationale. Albert TREINT.

Le nouveau gouvernement et le prolétariat. N. LÉNINE.

Le Congrès du P. C. tchéco-slovaque.

Le sens des élections allemandes. Ruth FISCHER.

Documents : Les Syndicats russes et le F. S. I. d'Amsterdam.

Le COM DU MILITANT.

Prix du Numéro : 75 Centimes

RÉDACTION et ADMINISTRATION : 142, Rue Montmartre, PARIS

20/10/52
Dentier
50 F

Cahiers du Bolchevisme

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

PREMIÈRE ANNÉE.

N° 2

28 Novembre 1924

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer le rôle de combattant d'avant-garde
LENINE.

Idéologie, direction et organisation homogènes

(A l'occasion du prochain Congrès National de Paris)

I

Nul ne contestera que notre Parti communiste français s'est, durant ces six derniers mois, transformé de la base au sommet. Sa réorganisation sur la base des cellules d'entreprises, le développement de son effectif qui est passé de 50.000 à 75.000, l'augmentation du nombre des lecteurs de sa presse (malgré la défection des éléments petits-bourgeois), l'afflux d'éléments plus révolutionnaires, plus jeunes, plus imprégnés de l'esprit communiste, la liquidation des fractions, la création d'un Bureau Politique dirigeant homogène, la croissance de l'influence du Parti sur les masses : tout cela démontre indubitablement la consolidation et le développement du P. C. F.

Seule, la fraction de droite — Rosmer-Souvarine-Monatte — ne s'est pas rendue ; elle continue à exploiter chaque difficulté et, en particulier, l'absence de cadres suffisamment préparés au point de vue idéologique, afin d'introduire la confusion dans telles ou telles cellules ou sections et d'éloigner ces dernières de la direction du Parti — sans oser livrer une bataille politique ouverte.

La droite ne présente pas de danger direct ; elle a été battue au Conseil National, à la veille du V^e Congrès, au V^e Congrès lui-même, à l'Assemblée des Secrétaires fédéraux, et le prochain Congrès du Parti lui montrera avec plus de force encore que les camarades sont fermement décidés à réaliser l'unité, la clarté politique et la bolchévisation rapide du P. C. F.

La droite s'efforce par tous les moyens de freiner la bolchévisation du Parti. Elle se plaint de l'ouvriérisme, de la « forme grossière » de lutte contre le Bloc des Gauches, elle est mécontente de toute la marche du Parti.

Aucune déviation de la droite internationale n'a provoqué une protestation quelconque de la droite du parti français — même pas la lutte ouverte de Höglund contre l'I. C. n'a pu l'amener à déclarer publiquement qu'elle se désolidarisait de ce dernier.

La lutte équivoque de Trotsky contre le léninisme dans la question la plus importante — celle du rôle du Parti communiste dans la Révolution — sert de canevas idéologique au confusionnisme que la droite introduit dans les masses communistes en France, en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie et en Pologne. La droite dépeint maintenant la Révolution russe comme un mouvement spontané des masses sous la direction de quelques chefs, et le rôle des bolchéviks, leur lutte de vingt ans, apparaissent comme insignifiants et vagues. On ne tient pas compte des enseignements des batailles européennes des dernières années, on représente la lutte pour la bolchévisation comme un procédé démagogique des chefs de gauche, etc...

La droite se transforme peu à peu en un groupement international.

Comme le faisait Bernstein autrefois à l'égard de Marx, elle s'empare des thèses de Lénine dans l'unique but de les tempérer et les modifier. Ces tendances révisionnistes sont particulièrement dangereuses pour le Parti français, car elles retardent la formation de cadres révolutionnaires doués d'une idéologie solide.

En dépit de ce sabotage, le Parti français se consolide. Et ce n'est pas là l'effet du hasard : tout ce qu'il y a de sain dans le Parti sent que la bolchévisation est la tâche fondamentale ; les camarades comprennent que, seules, la théorie, la tactique et la pratique données par Lénine et appliquées par ses élèves, sont vraiment justes, et que toutes les autres méthodes et théories développées même par les meilleurs révolutionnaires (comme Trotsky et Rosa Luxemburg) sont fausses et ne sont que des survivances des anciennes méthodes et théories de la gauche social-démocrate ou une réaction erronée contre cette théorie.

II

Ce n'est que sous le drapeau du léninisme que le prolétariat pourra créer un parti bolchévik, qu'il pourra lutter et vaincre. De cette vérité, le Parti communiste français se rend tous les jours mieux compte.

Mais la lutte idéologique dans le Parti provoque dans les cercles étroits des intellectuels et des gens encore imbus de l'ancienne idéologie une réaction acharnée. Ces cercles, sincèrement parfois, ne comprennent pas comment on peut donner une idéologie unique à un parti dont les éléments sont venus de diverses écoles, du guesdisme, du jaoussisme, de l'anarchisme, du syndicalisme, de l'hervéisme, etc.

Par contre, la masse ouvrière est instinctivement très éloignée de toutes ces survivances idéologiques ; elle comprend que le Parti c'est l'union volontaire des travailleurs liés par des opinions communes sur la société, sur le monde, liés par un programme et des méthodes de lutte communs contre le capitalisme et tous ses rapports sociaux et l'ensemble de sa philosophie.

L'éclectisme idéologique que les éléments de droite considèrent comme le plat le meilleur de la cuisine politique française, retarde la création de cadres, la croissance du Parti et livre les masses à l'influence spirituelle de la bourgeoisie. Les francs-maçons sont exclus du Parti — mais combien n'existent-ils pas, autour du Parti et dans le Parti lui-même, de cercles et de groupements où pullule l'idéalisme philosophique et historique, où le mélange de mysticisme et de bergsonnisme est préconisé comme la théorie de l'émancipation du prolétariat ! Combien n'y a-t-il pas de membres du Parti qui rêvent encore du pacifisme jaoussiste petit-bourgeois, combien de confusionnistes pour lesquels le capital financier américain est une force contribuant à maintenir la paix dans le monde !

Tous ces groupements et tous ces droitières isolés s'efforcent d'influer sur le Parti. Ils contribuent sciemment à la confusion idéologique dans ses rangs.

Le Parti triomphera de tous les francs-maçons déguisés. Le mot d'ordre de l'unité idéologique, base fondamentale d'un parti bolchévik, sera repris par l'ensemble des militants.

Notre Parti, dans lequel les traditions idéologiques les plus diverses se rencontrent, a besoin d'une épuration idéologique rigoureuse. Ses jeunes cadres se forment à l'école du léninisme ; mais les anciens cadres devront passer par cette même école. Avec 20 0/0 de jaoussisme, 10 0/0 de marxisme, 20 0/0 de léninisme, 20 0/0 de trotskysme et 30 0/0 de confusionnisme, le Parti ne deviendra ni révolutionnaire, ni bolchévik, ni capable de mener les masses prolétariennes et paysannes aux batailles décisives. Toutes les expériences des combats des années précédentes en Europe, toutes les leçons de la Révolution russe, toute l'histoire du plus grand parti prolétarien du monde, le P. C. R., nous montre que le Parti doit viser à ce grand but : 100 0/0 de léninisme. Le prochain Congrès National doit donner une impulsion vigoureuse dans ce sens et faire comprendre à tous les militants l'importance du mot d'ordre : *Unité d'idéologie.*

III

Le mot d'ordre *Direction homogène* n'est pas d'une moindre importance pour la bolchévisation du Parti. Il est moins compréhensible pour le Parti que celui de l'Unité d'Idéologie. Tout ouvrier révolutionnaire comprend que l'idéologie de la bourgeoisie et les survivances idéologiques petites-bourgeoises représentent un danger pour la lutte prolétarienne. Mais le fait que les meilleurs ouvriers révolutionnaires ont traversé la crise de Frossard ; qu'ils ont dû exclure Souvarine ; qu'ils ont assisté au passage d'une partie de la

*combattre
toute des chefs
urgis*

*qui n'agissent
rotalium*

gauche d'hier (Rosmer) sur les positions de la droite ; qu'ils ont vu Frossard passer à leurs pires ennemis, Souvarine et Rosmer se solidariser avec la lutte de l'opposition russe contre les disciples directs de Lénine, contre le C. C. du P. C. R., qu'ils les ont vu faire des coquetteries à Mac Donald, etc. — tout cela ils ont tiré la conclusion qu'il faut toujours avoir une opposition organisée, qu'il faut toujours critiquer et ne pas avoir confiance dans la direction. Il est même des camarades qui considèrent que le travail d'un parti communiste consiste avant tout à contrôler le Comité Central et à créer contre lui une opposition.

Toutes les crises par lesquelles le Parti a passé depuis Tours montre évidemment que le contrôle incessant de la direction du Parti est indispensable ; la solution des crises consécutives et l'évolution du Parti dans le sens bolchéviste, n'ont été possibles qu'à cette condition. De là la conclusion de pas mal de camarades qui demandent la représentation des diverses tendances au sein de la Direction du Parti.

Mais les tâches qui se posent actuellement au Parti exigent de lui qu'il mette à sa tête une Direction homogène, une Direction se tenant sur la plate-forme des décisions du V^e Congrès et jouissant de la confiance de l'immense majorité du Parti. Dans l'élection de la Direction on doit se baser sur les questions politiques et non sur des critères fortuits comme on l'a fait jusqu'à présent. Pour la première fois depuis le V^e Congrès, le Parti français a un Bureau politique homogène et, quoique ce dernier ne s'appuie pas sur le Comité Directeur, composé en majorité de droitiers, il a effectué un travail considérable et intensif.

La direction joue, dans un parti communiste, un rôle immense, elle doit former l'avant-garde du Parti, embrasser toutes les tâches, savoir concrétiser toutes les aspirations du Parti. Aux moments révolutionnaires, où toute la masse du Parti ne peut décider les questions avec la rapidité indispensable, c'est de la Direction, de sa clarté idéologique, de son esprit de résolution, de son unité et de sa cohésion, que dépend le plus souvent l'issue des combats.

En Russie, cette direction s'est formée pendant vingt ans sous la direction géniale de Lénine. En France, elle ne peut être que collective, car le Parti n'a pas de chef reconnu. La formation de cette direction collective exige un temps relativement long et ne pourra se faire qu'avec le concours de tous les militants. Ses crises ont amené le Parti à comprendre la nécessité de la création d'une direction bolchévique unique, suivant la ligne de l'I. C. et en complet accord avec la majorité prolétarienne du Parti.

Ce n'est qu'à cette condition que la discipline communiste, insupportable pour le petit-bourgeois, parfaitement compréhensible et acceptable pour le prolétaire, pourra être entièrement réalisée et que la préparation aux batailles décisives deviendra possible.

IV

Le Parti ne « fait » pas la Révolution, mais il l'organise. Aucun des facteurs de désagrégation du capitalisme, aucun élan des masses ne peuvent donner la victoire au prolétariat sans un parti bolchévik de masse. Le capitalisme en Autriche et en Allemagne était en complète décadence ; des mouvements spontanés de masses ont déferlé sur l'Italie, l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie et la Pologne. Mais il n'y avait pas dans ces pays de Partis bolchéviks et il a été impossible de briser l'appareil formidable de la bourgeoisie européenne, décidée à se défendre par tous les moyens et sachant s'adapter à toutes les conditions.

Il faut à tout prix profiter de cette leçon des batailles passées. Un parti capable de mener les masses au combat ne se forme pas sur le champ de bataille à la dernière heure.

Ce n'est pas en octobre 1917, grâce à quelques chefs, que l'on a réussi à diriger l'élan révolutionnaire spontané des masses prolétariennes et paysannes de Russie vers la lutte pour le pouvoir des soviets. C'est durant vingt années que nos camarades russes ont travaillé pour la solution de la question de la lutte victorieuse contre la bourgeoisie russe. C'est pendant vingt années qu'ils ont préparé l'union du prolétariat et de la paysannerie, qu'ils ont formé le parti capable de diriger l'Etat soviétique. Lénine appelle la Révolution d'Octobre une répétition de la Révolution de 1905. Les vingt années de développement du parti bolchévik sous la direction de Lénine ont été, comme nous le comprenons tous aujourd'hui, une grande préparation de la fondation de l'Internationale communiste et de l'organisation de la Révolution mondiale.

Dans les conditions mondiales actuelles, en face des manœuvres, des offensives et des retraites continuelles de notre ennemi de classe, l'organisation de la Révolution est notre tâche unique, fondamentale. Nous devons surmonter tous nos défauts d'organisation et éliminer de notre Parti toutes les survivances des formes d'organisation social-démocrate.

Les partisans de l'éclectisme idéologique et de la tolérance dans les questions de tactique nous proposent d'être tolérants également dans les questions d'organisation. Les cellules d'entreprises, disent-ils, sont une bonne chose, mais pourquoi ne pas encore conserver les sections, pourquoi tout briser d'un seul coup ? Il semble difficile de faire comprendre à nos droitiers que le Parti ne marchera jamais à la tête de la révolution, s'il est bâti sur deux principes d'organisation différents, si les cellules ne sont pas son unique base mais simplement un appareil accessoire, si dans le parti deux tactiques et trois ou quatre systèmes idéologiques se paralysent. Un pareil parti ne sera jamais la force dirigeante des masses, il sera battu à plate couture à la première épreuve sérieuse.

Notre Parti non seulement sera construit exclusivement sur la base des cellules, mais nos cellules comprendront qu'elles ont une double tâche : a) Développer dans leur sein l'esprit communiste ;

b) conquérir la majorité des ouvriers dans les fabriques et les usines. La liaison entre les cellules et les rayons, les rayons et la fédération, doit être organisée d'une façon plus nette. Les mots d'ordre du Parti doivent devenir le plus rapidement possible ceux des cellules et, par leur intermédiaire, ceux de la masse organisée et non organisée.

*très grave
solutions*

La liaison entre les fédérations doit être encore plus étroite. Jusqu'à présent le Parti a été une « république fédérative » ; chaque fédération vivait renfermée en elle-même, d'une vie à part, indépendante ; un fédéralisme petit-bourgeois néfaste régnait dans les fédérations ; l'idée d'un parti discipliné, centralisé, était reconnue en principe, mais n'était pas appliquée. L'unité de structure manquait au Parti.

La différence entre la force prolétarienne révolutionnaire de Paris et celle de la province est trop grande. Paris qui sait si bien mobiliser ses masses doit venir en aide au Nord industriel pour qu'il s'élève au même degré de développement. Ensuite le Nord doit secourir le Midi. Les fédérations doivent se soutenir les unes les autres par leurs cadres, leurs ressources et par des indications utiles.

Le Congrès doit faire au Parti tout entier un devoir d'appliquer strictement la centralisation et la discipline. S'engageant résolument dans la voie de la bolchévisation, le P. C. F. ne tardera pas à devenir le parti dirigeant des masses. Il saura convaincre les ouvriers et les paysans, qui traversent une crise de désenchantement profond et s'affranchissent peu à peu de l'influence du réformisme bourgeois, que seul le Parti communiste est capable d'organiser la lutte, de souder les masses et de se mettre à leur tête au moment décisif.

A. L.

CONTRE TROTSKY sur la question des perspectives révolutionnaires

par Albert Treint

La discussion de l'an dernier

Derrière la discussion qui s'est déroulée l'an dernier dans notre Parti frère-ainé de Russie, se cachait de graves divergences sur les perspectives révolutionnaires. Implicitement, par les solutions différentes mises en avant pour résoudre les difficultés qu'avait à surmonter l'économie soviétique, bolchevisme léniniste et trotskysme, s'opposaient absolument sur cette question des perspectives révolutionnaires.

Ecartons les petites questions. Démocratie formelle dans le Parti, opposition entre les jeunes et les vieux, affirmation abstraite de la possibilité d'une dégénérescence de la vieille garde, ne furent que des moyens tactiques employés pour dresser sur une plate-forme commune l'opposition bigarrée qui combattait pour le trotskysme contre le bolchevisme et contre son représentant authentique, le Comité Central du Parti russe.

Négligeons les solutions enfantines de ceux qui préconisaient en même temps le resserrement de la Nep et une plus large importation des produits fabriqués, même au prix d'une balance passive du commerce extérieur de l'Etat soviétique. Un pupille communiste d'une douzaine d'années comprendrait aisément que de telles revendications sont contradictoires. Balance commerciale passive, cela veut dire, nécessité pour l'Etat de payer l'excédent des importations sur les exportations. Par suite, diminution de l'encaisse en valeurs-or qui assure la stabilité du tchervonietz, chute du rouble, retour à la spéculation, grouillement des mercantis et impossibilité de développer l'industrie nationalisée et les coopératives afin de concurrencer victorieusement la petite industrie et le commerce privé. Bien plus, l'industrie nationalisée concurrencée victorieusement par les produits importés de l'étranger serait vouée à la régression.

Ne parlons pas non plus de la droite diplomatique, genre Radek et Krassine, qui préconisait une plus large importation de capitaux étrangers alors que celle-ci ne pouvait être alors obtenue que par des concessions allant au delà des limites et garanties définies par Lénine lors de l'adoption de la Nep. Permettre au capital étranger de se lier aux paysans russes c'est rompre l'alliance de ceux-ci avec la classe ouvrière et mettre en danger la dictature du prolétariat.

Occupons-nous seulement des solutions de Trotsky. Certes, il ne les a pas mises en formules, il ne les a pas concrétisées dans des thèses qu'on aurait pu discuter. Mais les solutions trotskystes ont été jetées non seulement dans la discussion russe mais dans toute l'Internationale. Et les disciples n'ont pas amélioré, loin de là, la pensée du maître. Trotsky, lui-même, a défini sa position avec beaucoup de talent dans la brochure *Le Cours nouveau*, braquée à bout portant contre le Comité Central russe lors de la 13^e Conférence du Parti bolchevique.

Trotsky y posait d'une manière bien caractéristique la question du transfert des industries et la question du Plan d'Etat.

Nous ne reviendrons pas sur la critique détaillée des conceptions de Trotsky sur ces deux points. En adoptant presque à l'unanimité les thèses d'avril de son Comité Directeur, notre Parti dans son Conseil National du 1^{er} juin s'est prononcé radicalement contre les conceptions de Trotsky.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est de marquer que la manière dont Trotsky traitait la question du plan et la question du transfert des industries, impliquait la croyance en l'éloignement pour une longue période de la perspective révolutionnaire.

Lors de la discussion française d'il y a quelques mois, nous pensions que Trotsky battu dans son parti, et sur le point d'être battu par l'Internationale, s'inclinerait et rectifierait sa position. C'est pourquoi, à propos du Plan d'Etat et à propos du transfert des industries, nous n'avons pas voulu instituer un débat sur les perspectives révolutionnaires. Cette dernière question n'était pas posée explicitement par Trotsky et nous ne voulions pas approfondir les divergences. Nous voulions au contraire faciliter le ralliement sans réserves de Trotsky au bolchevisme léniniste.

C'était bien de la naïveté. Loin de se rallier, Trotsky qui a gardé le silence au 5^e Congrès, recommence la bataille aussitôt après et cette fois il pose le problème fondamental, qui était derrière toute la discussion russe de l'an dernier, le problème des perspectives révolutionnaires.

Eh bien ! soit ! nous acceptons avec plaisir la bataille sur ce terrain. Tout deviendra plus clair ainsi.

Rapprocher les usines des centres d'extraction des matières premières utilisées par elles afin de diminuer les frais de transport et par suite les prix de revient des produits industriels, c'est une opération sur laquelle tout le monde est d'accord en la considérant d'un point de vue purement technique.

Mais dans la pratique Trotsky n'était nullement d'accord avec le Comité central.

Celui-ci disait : Allons-y prudemment. Ne dispersons pas nos formations ouvrières existant dans les grands centres de la vie politique comme Leningrad, car ces formations constituent le ferme soutien de la dictature prolétarienne. Allons pas à pas sans bouleverser toute l'économie.

Trotsky ne s'opposait pas en théorie à cette manière de voir ; mais en fait il réclamait de grands changements rapides de façon à aboutir le plus vite possible, même au prix de grandes perturbations dans la période de transition, à une organisation de la production industrielle, parfaitement rationnelle du point de vue technique.

Entre Trotsky et les bolcheviks, il ne s'agissait pas là de simples divergences secondaires sur l'opportunité de réaliser plus ou moins vite le transfert des industries.

Par sa manière de considérer la réalisation du transfert, Trotsky concevait à peu près la Russie comme devant constituer pendant une longue période un tout économique en rapports stables avec le monde capitaliste extérieur.

Il est évident que si la Révolution s'étend dans un avenir proche à d'autres pays, Allemagne, France par exemple, il ne s'agit plus, même d'un point de vue purement technique, d'organiser rationnellement la production industrielle de la Russie soviétique, mais il s'agit de résoudre le problème pour l'ensemble germano-russe ou pour l'ensemble russo-européen.

Il est certain que l'élargissement de la Révolution russe à d'autres

grands pays modifie les rapports de classe à l'intérieur de l'Union agrandie des républiques soviétiques, modifie profondément le reste du monde capitaliste, modifie aussi les rapports du capitalisme rétréci avec la Révolution agrandie.

Il est non moins certain qu'avant d'arriver à une nouvelle stabilisation provisoire dans le domaine international, l'extension de la Révolution déterminera des conflits de classes formidables dans le monde entier et des luttes économiques, diplomatiques et militaires qui mettront aux prises les Révolutions nouvelles avec les Etats demeurés capitalistes.

Que devient dans tout cela le transfert des industries à l'intérieur de la Russie ?

Les divergences entre Trotsky et les bolcheviks sur la question du Plan d'Etat sont de même nature et aussi profondes que les divergences sur le transfert des industries.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'un plan d'orientation. Mais tandis que les bolcheviks veulent un plan s'appliquant à une période où l'on peut raisonnablement prévoir, Trotsky veut un plan, qu'on peut rectifier dans le détail sans doute, mais un plan valable dans son ensemble pour une longue période.

Il est clair qu'un plan à si longue portée ne peut être conçu que dans deux hypothèses.

La première, c'est que la Révolution approfondie et élargie à plusieurs grands pays économiquement développés, forme un ensemble assez peu affecté par les variations du monde capitaliste extérieur. Ce n'est évidemment pas le cas actuellement.

La deuxième hypothèse, c'est que la Révolution russe demeure pendant une longue période en rapports assez stables avec un monde capitaliste extérieur suffisamment stabilisé. C'est évidemment l'hypothèse dans laquelle se place Trotsky.

Si dans un avenir proche la Révolution s'étend à d'autres pays, si même les contradictions intérieures du capitalisme, luttes interimpérialistes, luttes coloniales, luttes des classes, amènent de profonds changements politiques et économiques à l'intérieur du monde bourgeois, aussi bien que dans les rapports des divers Etats avec la Russie, que devient dans tout cela le plan à longue portée de Trotsky.

L'attitude de Trotsky dans la question du transfert des industries et dans la question du Plan d'Etat, impliquait déjà l'an dernier la croyance en des rapports assez stables de la Russie soviétique avec un monde capitaliste relativement stable. Et cela pour une longue période.

En d'autres termes, l'attitude de Trotsky impliquait la croyance à l'éloignement de la perspective révolutionnaire.

Tout cela est tellement vrai que Trotsky n'a posé sous une forme aiguë la question du transfert et la question du plan qu'après le recul d'octobre 1923 en Allemagne.

Que devenait le plan d'Etat à longue portée, que devenait le transfert en grand des industries, dans l'hypothèse de la Révolution allemande ?

Sur la question du plan d'Etat, il y avait encore une autre divergence. La Commission du Plan d'Etat se compose d'environ 300 techniciens, dont une faible minorité de communistes. A sa tête se trouve un Comité de 9 membres, dont 2 ou 3 communistes.

La Commission du Plan n'est qu'un organe consultatif. C'est en définitive sur les questions importantes, le Bureau politique et les divers commissariats dirigés par le Parti, qui décident.

Stabilisation

Il y avait aussi une question de pays communistes dans le plan.

Que réclamait Trotsky ? Qu'on tienne davantage compte des avis de la Commission du plan. En pratique, cela voulait dire : le Bureau politique et les commissariats ne sont pas compétents pour trancher les grandes questions économiques. Il faut s'incliner devant les avis de la commission qui en fait devient non un organe consultatif, mais un organe de décision.

Trotsky ne formulait pas cette pensée si crûment. Mais quelle était son attitude ? Il travaillait régulièrement avec la Commission du plan et ne mettait pas les pieds dans des organes aussi importants que le Conseil de la Défense et du Travail, dont il était membre.

D'ailleurs, les disciples de Trotsky parlaient beaucoup plus clairement. Il suffit de lire sur ce sujet les articles qu'écrivait Souvarine, il y a environ un an dans le *Bulletin Communiste*. Je rappellerai en outre qu'immédiatement après Lyon, dans la séance où Losovsky défendit devant notre Comité Directeur le point de vue bolchevik sur la question russe, Rosmer a pris position très nettement.

Nos trotskystes croyaient tenir le Parti et pouvoir tout se permettre.

A cette séance, Rosmer a soutenu que la Commission du Plan devait avoir pouvoir de décision. Il proclamait cette nécessité en arguant de l'incompétence du Bureau politique russe qui menait, disait-il, la Russie à l'abîme.

Aussitôt les interruptions jaillirent de partout. Je disais avec Suzanne Girault : C'est objectivement contre-révolutionnaire. Calzan s'écriait : Il faut renvoyer Rosmer à l'école du marxisme le plus élémentaire, et Semard avec son grand bon sens souriant, s'exclamait : « On ne s'imagine pas notre République bourgeoise donnant pouvoir de décision au Comité consultatif des chemins de fer, cependant composé de techniciens bourgeois ! »

Losovsky, en une vigoureuse riposte, expliqua que donner pouvoir de décision à un organisme formé en majorité de techniciens encore imbus de l'esprit petit bourgeois, c'était le commencement de la fin de la dictature prolétarienne. Il termina en disant : Même si le prolétariat et la Révolution devaient être battus, le parti bolchevik même vaincu doit rester bolchevik.

Il est clair, en effet, que le parti russe, s'il cédait le pouvoir de décision à un organisme formé de techniciens, dont beaucoup sont encore imprégnés de l'esprit petit bourgeois, donnerait la réalité du pouvoir à la petite bourgeoisie. Même si d'un point de vue purement technique la production était ainsi mieux organisée, elle serait dirigée dans l'intérêt de classes autres que le prolétariat. Dans de telles conditions, le parti russe au gouvernement utiliserait le pouvoir au bénéfice de la bourgeoisie. Il ferait ce que font les partis social-démocrate de la II^e Internationale. Il cesserait d'être un parti bolchevik.

Rosmer, qui depuis son retour en France, a toujours exprimé le point de vue de Trotsky, nous dira-t-il s'il était ou non d'accord avec celui-ci ce jour-là ?

Ce qui est certain, c'est que Trotsky n'a jamais élevé la moindre protestation contre les opinions exprimées dans le « Bulletin » par Souvarine sur la question de la Commission du Plan.

Cette tentative de la part de notre opposition, de faire un pas vers un régime de démocratie bourgeoise en Russie, ne peut s'expliquer — je dis expliquer et non justifier — que si notre opposition croit à l'éloignement de la perspective révolutionnaire.

La nouvelle discussion

Les divergences cachées sur la question des perspectives révolutionnaires, éclatent maintenant au grand jour dans la nouvelle discussion ouverte par Trotsky au lendemain du 5^e Congrès mondial et jettent une grande clarté rétrospective sur la discussion de l'an dernier.

Dans son discours aux vétérinaires, Trotsky dit que c'est tout juste si l'histoire pourra reproduire une situation aussi favorable qu'en Allemagne lors d'Octobre 1923.

C'est déjà très clair.

La Révolution a été manquée en Allemagne l'an dernier et il n'y a guère de chances de retrouver une situation analogue.

Trotsky en profite d'ailleurs pour pousser une discrète offensive contre la direction bolchevique de l'Internationale.

A peine a-t-il parlé du recul de Chemnitz qu'il affirme l'importance d'une bonne direction de l'Internationale communiste.

Il ne s'agit évidemment pas là de l'affirmation théorique de l'importance d'un bon état-major de la Révolution mondiale. Là-dessus tout le monde est d'accord.

Trotsky veut laisser entendre que si la Révolution a été perdue en Allemagne, c'est parce que la direction de l'Internationale était une mauvaise direction.

Trotsky oublie sans doute que lorsqu'il fallait pousser en avant le parti allemand et surtout sa direction de droite d'alors, il s'est abstenu sur la question de la journée anti-fasciste du 29 août.

Dans son discours, Trotsky évoque la perspective d'une guerre énorme autour de l'Océan Pacifique. Mais il explique que la grandeur de tels conflits fera longtemps hésiter les futurs belligérants et que cela suppose que la bourgeoisie va encore régner sur le monde pendant une période considérable.

Ailleurs, il explique, tout en faisant une prudente restriction, que si de nouvelles guerres et de nouvelles révolutions ne viennent pas, la social-démocratie, ombre du capitalisme américain, maintiendra l'équilibre pourri fondé sur le régime d'une Europe réduite au païok, c'est-à-dire réduite à la plus stricte ration alimentaire.

De l'ensemble du discours, il ressort clairement que l'hypothèse la plus probable selon Trotsky, c'est celle de ce maintien pour une longue période d'un équilibre pourri.

Dans sa ligne générale, la thèse défendue par Trotsky est celle-ci : Le front principal du combat entre les impérialismes rivaux est situé entre l'Angleterre et l'Amérique. Mais, déjà l'Angleterre a dû céder à l'Amérique dans plusieurs circonstances. Elle a dû renoncer à établir une base navale solide à Singapour. Elle a dû s'incliner à la Conférence de Londres devant les financiers américains. Si les Etats-Unis peuvent ainsi dominer l'Amérique, ils peuvent dominer pendant une longue période le système capitaliste tout entier et le soumettre à leur hégémonie.

L'impérialisme américain peut arriver à ce résultat par l'exploitation renforcée du monde entier, soumis au régime du païok, et grâce à la social-démocratie internationale devenue entre ses mains l'instrument de la servitude aggravée des masses travailleuses.

Trotsky n'évoque que dans un lointain historique assez vague les grandes luttes révolutionnaires entre l'américanisme impérialiste et le bolche-

*travail
du
monde
E. V.*

visme américanisé. Ce bolchevisme américanisé prouve du moins que Trotsky lit Staline.

Un peu de critique

Trotsky n'arrive à éloigner la perspective révolutionnaire qu'en altérant le tableau offert par la réalité mondiale.

Un peu partout sur notre globe, les peuples coloniaux se lèvent contre les métropoles impérialistes. L'Inde est en frémissement continu contre la domination anglaise, l'Égypte se soulève contre Londres, la petite Irlande, bien moins puissante en face de l'Angleterre que l'Angleterre en face de l'Amérique, est toujours prête à recommencer le combat, Abd-el-Krim, à la tête des tribus marocaines, jette à la mer l'armée régulière espagnole, la Chine se dresse contre les impérialismes qui veulent l'asservir et l'exploiter. Et Trotsky affirme que l'Amérique va pouvoir tout à son aise, pendant de longues années, coloniser l'Europe. Ainsi ce que font les peuples coloniaux arriérés, la révolte contre l'oppression impérialiste, les masses travailleuses d'Europe seraient incapables de le faire contre les capitalistes américains qui viendraient les exploiter à domicile !

Non seulement l'application du plan Dawes à l'Allemagne et à l'Europe laisse subsister de graves antagonismes inter-capitalistes sur le vieux Continent, non seulement elle approfondit la rivalité entre l'industrie anglaise, d'une part, et, d'autre part, l'industrie franco-allemande, réalisant l'union du fer lorrain et du charbon de la Ruhr; non seulement l'exploitation intensive du charbon allemand menace les compagnies houillères anglaises, mais l'application du plan Dawes, en obligeant les prolétaires allemands et les prolétaires d'Europe à travailler pour le double profit du capital indigène et du capital américain, approfondira la lutte des classes sur le vieux continent.

Les ouvriers s'y dresseront de plus en plus vigoureusement contre leur bourgeoisie, associée à la finance américaine et dominée par elle. Et cela conduira vraisemblablement plusieurs pays européens au seuil de la bataille révolutionnaire décisive.

Comment l'impérialisme américain de son lointain continent arriverait-il à dominer toutes ces contradictions et à dicter sa loi ?

Pour en arriver à une telle conclusion, Trotsky relègue un peu trop à l'arrière-plan la réserve formidable d'énergie que recèlent les prolétaires et les masses travailleuses d'Europe. Il force aussi le tableau lorsqu'il dépeint la puissance de l'impérialisme américain.

C'est à peine s'il évoque les crises intérieures du capitalisme des États-Unis. Et il ne parle pas du tout de l'aggravation de la lutte des classes qui y est déjà très intense et que les conséquences du plan Dawes vont encore intensifier.

Le plan Dawes aboutit à quoi ? Les financiers américains ne peuvent placer chez eux leur excédent de capitaux qu'avec une dérisoire rémunération de 1 3/4 %. Les banques fédérales des États-Unis regorgent d'or. 44 % de l'or du Monde est réfugié là-bas, car pendant la guerre les belligérants ont payé leurs commandes à l'Allemagne avec de l'or. L'appareil industriel américain, surdéveloppé pendant la guerre, ne trouve plus suffisamment de débouchés pour ses produits dans l'Europe appauvrie, dans l'Europe aux changes dépréciés. Les excédents de capitaux des financiers américains ne peuvent trouver à se placer dans une industrie qui travaille à 50 % de sa capacité productrice. Personne n'a besoin de

la réalité est un mensonge

①

②

capitaux : il y a inflation d'or. Alors, les financiers américains vont, par le plan Dawes, placer leurs dollars en Europe à un intérêt minimum de 8 %. Pour le capital financier américain, c'est une excellente affaire.

Mais le plan Dawes a beau stabiliser le change allemand, il pèse sur l'Allemagne, qui doit payer et qui fera payer sa classe ouvrière en réduisant les salaires. Et la réduction des salaires allemands, c'est la réduction des salaires européens.

La capacité de consommation de l'Europe va encore diminuer. Sans compter qu'il est question d'étendre le plan Dawes à la France.

Que deviendra l'industrie américaine en face de cette nouvelle diminution de la puissance consommatrice du vieux continent ? Ajoutons que l'industrie européenne, renforcée par l'importation des capitaux américains, va concurrencer plus rudement que par le passé, sur le marché mondial, l'industrie du Nouveau-Monde.

Donc, pour celle-ci, nouvelles difficultés, diminution des débouchés, obligation de travailler avec un rendement moindre. Cela signifie, pour les ouvriers, le chômage et le renforcement de l'offensive patronale.

Les millions de fermiers mécontents verront encore se rétrécir le marché intérieur et le marché européen. La misère les a poussés à former un troisième parti autour du sénateur La Follette. Si leur situation s'aggrave encore, ils subiront de plus en plus l'attraction du communisme.

Rivalité croissante entre le capital intérieur et le capital financier exporté, gêne industrielle aggravée, lutte des classes renforcée, voilà ce que rapportera, en Amérique même le plan Dawes, profitable seulement aux financiers des États-Unis.

Le colosse de l'impérialisme américain est miné de contradictions intérieures qui l'affaibliront et le rendront de plus en plus incapable de dominer les contradictions de l'ensemble du monde capitaliste. Telle est la vérité que voile Trotsky.

Il a besoin, pour étayer sa thèse, d'un impérialisme américain puissant capable de courber l'univers capitaliste sous son hégémonie.

Ainsi, Trotsky ressuscite sous une forme plus habile et partant plus dangereuses la thèse du super-impérialisme de Kautsky. Trotsky fait des concessions au marxisme. Il ne raye pas d'un trait de plume les contradictions intérieures qui déchirent le capitalisme. Mais il les réduit suffisamment pour que l'impérialisme américain puisse les dominer. Il ne dit pas que cette domination est éternellement durable. Mais il estime qu'elle subsistera pour toute une période. Il veut même bien reconnaître que sous l'hégémonie impérialiste américaine, ces contradictions s'accumuleront avec une force extraordinaire. Elles s'accumuleront, elles ne feront que s'accumuler, cela veut dire que pendant une longue période elles ne se manifesteront pas. Si elles se manifestaient trop tôt par des guerres impérialistes ou coloniales ou par des mouvements révolutionnaires prématurés, c'est que l'impérialisme américain n'aurait pas pu les dominer assez longtemps. Et alors, que deviendrait la thèse de Trotsky ?

Avec une telle conception, la tactique de l'Internationale devient d'une simplicité lumineuse : Travailleurs d'Europe et d'Amérique, esclaves coloniaux, votre servitude s'aggrave, vous voulez lutter, vous cherchez une issue ! Pas si vite ! N'oubliez pas que vous êtes dans la période où l'impérialisme américain domine toutes les contradictions. Vous voulez combattre ! Vous êtes fous. Accumulez, vous dis-je ! Accumulez !

Accumulez jusqu'à ce que Trotsky devienne bolchevik, ce qui l'aidera peut-être à découvrir de meilleures perspectives.

le monde dans le monde

Ainsi, quand les prolétaires d'Allemagne voulaient livrer le combat lors de la journée anti-fasciste, Radek leur disait : Ne vous laissez pas provoquer, le fascisme est trop fort, la bourgeoisie vous domine encore pour un bon moment. Bornez-vous à faire des meetings en vase clos. Accumulez, vous dis-je, accumulez vos mécontentements et vos misères. A ce moment-là, Trotsky n'avait pas encore découvert la théorie de l'accumulation prolongée. Et il s'abstenait sur la question. Il était sans doute en train d'accumuler ses arguments contre la vieille garde bolchevique, en vue de la future discussion.

Sous l'influence de Radek et de Brandtner, les ouvriers allemands ont tellement pris l'habitude d'accumuler, que lorsque les ministres social-démocrates de Berlin envoyaient la Reichswehr contre la Saxe ouvrière, ils étaient encore en train d'accumuler cette idée lancée à Chemnitz par le social-démocrate de gauche Zeigner, que la Reichswehr passerait à travers la Saxe sans faire de mal à personne et s'en irait combattre le fascisme bavarois.

Et tout cela a conduit à l'Octobre de la morne défaite sans combat.

Quand les ouvriers allemands ont compris qu'il fallait désaccumuler et traduire leur révolte en actes révolutionnaires, il était déjà trop tard. La bataille était perdue sans même avoir été livrée.

Même sous la forme élégante, ingénieuse, que lui donne Trotsky, nous sommes résolument contre cette thèse du super-impérialisme et de l'éloignement de la perspective révolutionnaire.

Toute la réalité dément l'opinion de Trotsky.

Le léninisme, toujours d'accord avec la réalité, s'oppose irréductiblement au trotskysme, sur cette question comme sur les autres.

Même si un super-impérialisme pouvait se constituer, ce ne pourrait être qu'un phénomène provisoire.

La rivalité des trusts et des monopoles à l'intérieur de ce super-impérialisme ne serait nullement diminuée, ni la lutte des classes. Bien au contraire.

De nouveaux groupements, de nouvelles alliances impérialistes ne tarderaient pas à s'y former, de manière à opposer les unes aux autres des forces du même ordre de grandeur et capables de s'affronter avec des chances de succès à peu près égales.

Le super-impérialisme, un moment réalisé, se dissoudrait ainsi presque immédiatement, en groupes impérialistes rivaux se développant également et luttant pour un nouveau partage du monde, seulement possible par la force en régime capitaliste.

Les complexités de la politique internationale actuelle s'expliquent justement en partie par les tentatives confuses d'opérer des groupements et de conclure des alliances nouvelles capables de se mesurer avec l'impérialisme menaçant des Etats-Unis.

L'état de crise permanent du capitalisme d'après-guerre détermine d'autre part une lutte des classes sans cesse aggravée. La montée, à travers bien des hésitations de la gauche d'Amsterdam est à cet égard des plus significatives.

Telles sont les raisons pour lesquelles tout léniniste doit repousser de la manière la plus catégorique le néo-super-impérialisme et l'éloigne-

ment de la perspective révolutionnaire évoqués par Trotsky dans son discours devant les vétérinaires.

Trotsky est un organisateur révolutionnaire de premier ordre et un lutteur au tempérament admirable.

Mais le trotskysme d'aujourd'hui, en tant que doctrine, méthode et tactique, est au moins aussi dangereux que le trotskysme d'autrefois combattu pendant de longues années par les bolcheviks.

Trotsky est venu au parti en 1917, pour travailler à la Révolution et non sans doute pour combattre de l'intérieur de bolchevisme léniniste.

Tant que Lénine a vécu, Trotsky, après chacune de ses erreurs, se ralliait au parti.

Lénine mort, si Trotsky veut continuer la méthode inaugurée par lui l'an dernier, nous défendrons inlassablement le léninisme, l'Internationale communiste, le parti russe et sa Vieille Garde contre les retours offensifs du trotskysme.

Et nous sommes certains que l'Internationale éliminera s'il le faut ceux qui veulent fausser entre les mains du prolétariat son arme la plus précieuse : le Léninisme.

Les Jeunesses Communistes russes et la Révolution d'Octobre

A propos des « Enseignements d'Octobre » du camarade Trotsky

(Déclaration du Comité Central des Jeunesses Communistes Léninistes
Russes, du Comité de Moscou et du Comité de Léningrad)

L'étude de l'histoire du Parti est à la base de l'éducation de la jeunesse bolchevique. La jeune génération du Parti ne deviendra vraiment bolchevique et ne méritera vraiment son appellation léniniste que si elle sait comprendre avec justesse, c'est-à-dire dans un esprit léninien, l'expérience des luttes révolutionnaires passées. L'histoire nous est précieuse parce qu'elle est l'arsenal où nous puisons nos armes pour les luttes de l'avenir.

La représentation déformée du passé du Parti, la déduction de conclusions fausses des expériences antérieures entraînent des déductions fausses pour le présent et l'avenir. Et plus l'époque dont il est question est importante, plus il importe de l'aborder avec une juste méthode, c'est-à-dire avec une méthode bolchevique.

Dans les *Enseignements d'Octobre*, introduction écrite par L. Trotsky à son livre sur « 1917 », une appréciation, fautive à notre avis, et profondément nuisible du point de vue politique, est formulée sur l'un des moments les plus importants de l'histoire de notre Parti, la Révolution d'Octobre.

Mais les *Enseignements d'Octobre* ne font que prolonger la chaîne des erreurs et des déformations de faits historiques commises par le camarade Trotsky dans ses exposés oraux et écrits d'autres étapes des luttes de notre Parti.

D'autre part, le camarade Trotsky, dans sa dernière œuvre, aborde la question non seulement du point de vue historique, mais aussi du point de vue du mouvement communiste international et formule sa plateforme politique, nettement différente de celle des organes directeurs du Parti et du dernier Congrès de l'Internationale. Aussi le comité central des Jeunesses Communistes Léninistes de Russie se croit-il en devoir de préciser son attitude vis-à-vis des déclarations du camarade Trotsky.

Nous sommes habitués à considérer le respect et le dévouement au Parti, conçu comme une unité combative, comme le caractère essentiel du bolchevisme. Lénine, dont notre Union porte aujourd'hui fièrement le nom, Lénine et le Parti se fondent pour nous en un ensemble inséparable. Lénine ne se plaçait jamais au-dessus du Parti. Il allait de l'avant. Il voyait le plus loin. Mais il était le chef du Parti, son premier soldat, son porte-drapeau. Lénine ne peut pas être séparé du Parti et le Parti ne peut pas être séparé de Lénine.

C'est dans cet esprit, sous l'égide de Lénine, que s'éduquait la jeunesse communiste. Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas manquer de

protester contre la façon dont le camarade Trotsky présente dans les *Enseignements d'Octobre* le Parti bolchevique et le rôle de ce Parti.

Le Parti bolchevique, dirigeant la révolution d'Octobre, fait défaut dans le tableau du camarade Trotsky. Où est le Comité Central, organisateur de l'action contre Kornilov, organisateur de l'insurrection ? Où est le Comité de Pétersbourg ? Où sont les sections de Pétrograd ? Où sont l'agitation, le travail d'organisation, l'action dans les usines et les unités militaires ? Où est l'organisation de Moscou ? Où est la masse groupée autour de Lénine et qui le soutint sans crainte ni hésitations ? Tout cela n'existe pas ou se situe au troisième plan dans les *Enseignements d'Octobre*. Au lieu du Parti, on aperçoit au premier plan des personnalités de chefs.

Par contre toutes les fautes commises au cours de huit mois de révolution par les plus proches disciples de Lénine, appartenant au vieux noyau bolchevique, sont rappelées, exposées, formées en colonnes serrées, pour donner l'impression de l'existence d'une fraction de droite en lutte contre Lénine.

Par contre les faits susceptibles de diminuer le Parti aux yeux du lecteur qui n'a pas vécu Octobre et n'en connaît pas assez l'histoire écrite, sont soulignés et mis en relief. La majorité de la fraction bolchevique à la Conférence Démocratique de 1917 adopte une position erronée en opinant pour la participation au parlement. Le camarade Trotsky écrit : « La fraction de la conférence démocratique forte de 100 personnes ne se distinguait nullement, à cette époque, du congrès du Parti. » Pourquoi le camarade Trotsky éprouve-t-il le besoin d'assimiler la fraction au congrès ? C'est contredire la vérité, les congrès du Parti ayant le droit de parler au nom du Parti (conférence d'avril 1917, VI^e congrès) s'étant pleinement rangés de l'avis de Lénine. Ce ne peut-être qu'afin de diminuer le Parti et de grandir d'autant certains « sauveurs ».

Il n'y a pas de Parti. Les chefs agissent au lieu du Parti. Lénine, de loin, donne des conseils, non sans se tromper dans les questions pratiques (sur la date de l'insurrection, sur la légalité soviétiste, sur le début de l'insurrection à Moscou). L'action est conduite en dehors du Parti et parfois malgré lui par des chefs isolés en premier lieu par le camarade Trotsky lui-même.

Le camarade Trotsky écarte le Parti et finit par nier son rôle. La jeunesse communiste, dans laquelle subsiste encore le noyau de ceux qui participèrent aux luttes d'Octobre doit répudier cette façon de présenter les faits. Octobre fut l'œuvre du Parti entier, dirigé par Lénine.

Le camarade Trotsky critique sans le moindre ménagement les erreurs des camarades Zinoviev et Kaméniév à l'époque de la Révolution d'Octobre. Ces erreurs sont bien connues ; elles ont depuis longtemps été reconnues et corrigées par ceux qui les ont commises. Quiconque connaît tant soit peu l'histoire du Parti bolchevique sait que les fautes temporaires de ces camarades en Octobre sont submergées par leur travail et leurs mérites de deux dizaines d'années avant et après Octobre. Nul n'ignore que Lénine appréciait le travail de ces camarades et la signification de leurs fautes. Il écrivait dans sa lettre de 1920 aux communistes italiens :

« A la veille de la révolution d'Octobre et au lendemain d'excellents communistes commirent une faute dont on ne se souvient plus volontiers. Pourquoi plus volontiers ? Parce qu'il n'est pas juste de rappeler sans nécessité spéciale des fautes de cette sorte, pleinement corrigées. Après quelques semaines, et au plus tard après quelques mois, tous ces

camarades se rendirent compte de leurs erreurs et revinrent aux postes les plus responsables du Parti et des Soviets. »

Il va de soi que l'histoire de la révolution d'Octobre ne peut pas être expurgée de ces erreurs et de ces hésitations. Mais il suffit de lire les *Enseignements d'Octobre* pour se convaincre qu'il n'y est point question de l'exposé de fautes anciennes, mais d'une polémique des plus acerbes contre deux camarades occupant dans notre Parti des postes dirigeants — polémique que le camarade Trotsky continue en la rattachant à d'anciennes erreurs depuis longtemps corrigées ce qui, en réalité, n'est pas autre chose qu'une tentative d'utiliser, après la défaite subie dans la discussion du Parti, les anciens désaccords, afin d'obtenir une modification de la politique actuelle.

Le camarade Trotsky ne fait pas que trouver de qualifications sévères à des fautes authentiques. Il exagère celles-ci. C'est ainsi qu'après avoir cité de la lettre signée en octobre 1917 par Kaméniév et Zinoviev, le passage suivant : « L'Assemblée Constituante et les Soviets voilà le type d'institution d'Etat combiné vers lequel nous allons », — il écrit :

« Il est très curieusement caractéristique pour toute l'attitude des éléments de droite que la théorie de « l'Etat combiné », juxtaposant l'Assemblée Constituante et les Soviets fut, 18 mois à 2 ans plus tard, répétée en Allemagne par Rodolphe Hilferding, qui combattait aussi la prise du pouvoir par le prolétariat. L'opportuniste austro-allemand ne savait pas qu'il se livrait à un plagiat. »

Nous ne connaissons pas de pire outrage pour des membres du Parti communiste que d'être comparé à ce gredin d'opportuniste de Hilferding. Mais le camarade Trotsky oublie ce qu'écrivait Lénine le 6 octobre 1917 :

« Dans la transition de l'ancien au nouveau régime des « types combinés » temporaires sont possibles (comme l'indiquait justement le *Chemin Ouvrier*) (1), tel que la République des Soviets et l'Assemblée Constituante. »

Il s'ensuit d'abord, qu'à la veille de l'insurrection, Lénine et tout le Comité Central du Parti (voir le *Chemin Ouvrier*) reconnaissent encore la possibilité d'une coexistence de l'Assemblée Constituante et des Soviets ; ensuite, parler de type « d'Etat combiné » à la veille de notre Révolution d'Octobre n'est pas du tout la même chose que d'en parler après l'expérience de la Dictature prolétarienne en Russie ; enfin, il faut être circonspect dans l'usage des comparaisons.

Les erreurs reconnues et corrigées ne sont plus dangereuses pour le Parti. Aussi Lénine écrivait-il « qu'il n'est pas juste de les rappeler ». Mais les anciennes erreurs deviennent un danger pour l'action actuelle, si l'on y insiste ou si on les dissimule.

Le camarade Trotsky convie à l'étude de la Révolution d'Octobre. Mais Octobre se rattache indissolublement à toute l'histoire antérieure et postérieure du Parti. Le camarade Trotsky, dans ses interventions variées, ne fait pas la lumière sur ses fréquents désaccords avec Lénine et même sur la lutte qu'il soutint contre Lénine ; il nie ou dissimule ses anciennes erreurs. Le camarade Trotsky était en désaccord avec Lénine sur le rôle de la paysannerie dans la première révolution russe de 1905

(1) Le *Chemin Ouvrier*, paraissant en lieu et place de la *Pravda* supprimée, était en ce moment l'organe central du Parti. Et l'article cité par Lénine, au déplaisir du camarade Trotsky, était dû à la plume de Zinoviev.

et sur la « révolution permanente ». A-t-il reconnu la justesse du point de vue de Lénine ? Au contraire, il a parlé du « réajustement idéologique » effectué par le bolchevisme en 1917, c'est-à-dire de l'acceptation par Lénine des positions de Trotsky et non vice-versa. Dans les *Enseignements Ouvriers*, Trotsky répète et développe en réalité le même point de vue.

Le camarade Trotsky fut pendant la guerre en désaccord avec Lénine sur diverses questions capitales. A-t-il reconnu que Lénine avait raison ? Jamais, nulle part, il n'a déclaré avoir abandonné ses anciens points de vue, se bornant à affirmer que la Révolution de février-mars a liquidé les anciens désaccords. Pourtant à propos de la question capitale — celle de l'unité avec les social-chauvins et les centristes — Lénine, dans ses lettres de l'étranger, dernièrement publiées, écrites après la révolution de février-mars, mettait le Parti en garde contre la conception du camarade Trotsky.

Le camarade Trotsky commit l'une de ses plus grandes fautes au moment des pourparlers de Brest-Litovsk. Dans son livre sur Lénine, au lieu de le reconnaître avec le courage d'un bolchevik, il s'efforce d'atténuer et d'effacer son erreur de jadis par des réflexions sur une faute analogue que Lénine aurait commise « avec de moindres risques » au moment de la marche sur Varsovie.

Trotsky se trouva profondément en désaccord avec Lénine en 1921 sur la question syndicale ; il combattit Lénine et tout le groupe léniniste du Comité Central et des syndicats. Quiconque lira les comptes rendus des X^e et XI^e congrès du Parti, verra que le camarade Trotsky dissimule ou dénature cette faute comme les autres.

Enfin le camarade Trotsky est apparu à la fin de 1923 et au début de 1924 dans le rôle de chef de l'opposition petite-bourgeoise antiléninienne au sein du Parti communiste russe. Nul n'a encore oublié sa déclaration au XIII^e congrès du Parti, refusant de reconnaître sa faute bien qu'une longue série de faits ait démenti toutes les affirmations principales de l'opposition.

Le camarade Trotsky justifie et atténue ses anciennes fautes ; il déforme l'histoire et les enseignements d'Octobre. Aussi sommes-nous obligés de déclarer : le camarade Trotsky empêche la jeunesse de bien comprendre l'histoire du Parti. Ses articles et ses discours consacrés au passé de notre Parti sont des obstacles à l'éducation bolchevique de la jeunesse.

Quelle est la signification politique de cette attitude du camarade Trotsky ? Elle se manifeste dans l'appréciation de la situation internationale par le camarade Trotsky dans ses derniers discours et dans les *Enseignements d'Octobre*. C'est en réalité une appréciation de droite. La prévision d'une ère démocratique pacifiste relativement longue, le recul de la révolution allemande, etc., rapprochent le camarade Trotsky de la droite de l'I. C.

Mais les éléments opportunistes de l'Internationale Communiste ainsi que « l'opposition » petite-bourgeoise de notre propre Parti vont à l'assaut de la vieille garde du bolchevisme et de sa direction dans le P.C.R. et l'I.C. Et le camarade Trotsky leur vient en aide en effaçant ses anciennes erreurs et ses déviations opportunistes, en déformant le passé du Parti, en sapant, dans ses *Enseignements d'Octobre*, la confiance en les vieux cadres du bolchevisme. Le camarade Trotsky exploite son attitude de gauche en 1917 pour tendre la main aux opportunistes en 1924.

Nous répondons à l'appel du camarade Trotsky : « Etudiez Octobre. » Cet appel concerne évidemment en premier lieu la génération qui n'a pas passé par Octobre mais qui est destinée à achever l'œuvre d'Octobre. La jeunesse communiste doit étudier Octobre dans toute son ampleur : dans sa préparation, son accomplissement et sa continuation. Elle doit étudier l'expérience d'Octobre en liaison étroite avec toute l'histoire du Parti bolchevik. L'histoire d'Octobre a naturellement besoin d'être travaillée. Mais les meilleures sources, pour la comprendre, se trouvent encore dans l'œuvre de Lénine.

Nous sommes contre une étude d'Octobre qui amène à la déformation de l'histoire et à la préparation d'une plate-forme politique de droite, contraire à l'attitude adoptée par notre Parti et l'I.C. Comprendre dans l'esprit de Lénine toute l'histoire du Parti et plus particulièrement ses pages d'Octobre, voilà notre tâche. Dans cette voie ni les actions précédentes du camarade Trotsky ni son nouveau livre ne peuvent nous servir de guides.

Les conséquences de l'avènement des Conservateurs anglais au pouvoir

par A. MASLOW

N'attribuer la défaite de Macdonald qu'à un système électoral suranné, serait infantin. Toute une série de facteurs ont contribué au résultat des élections anglaises. On ne saurait arguer de l'abstention en masse des électeurs. Au contraire, la participation au vote a été des plus fortes.

Si l'on ne considère que le nombre des voix, la défaite du premier « gouvernement ouvrier » en Angleterre n'a pas été, à première vue, très considérable, la différence entre le nombre des voix réunies par les conservateurs et les travaillistes n'étant pas très grande. Mais si l'on examine de plus près les chiffres, le résultat des élections paraît écrasant pour le gouvernement travailliste. Des grandes villes comme, par exemple, Birmingham, ont voté en majeure partie pour les candidats conservateurs. L'expérience nous apprend que des masses sans éducation politique sérieuse ne sont pas disposées à soutenir un gouvernement qui n'a pas fait pour elles quelque chose de palpable. On a fait cette expérience en Russie, sous Kérénski, aussi bien qu'en Sibérie, en Ukraine, au Caucase. Une situation analogue s'est produite en Saxe en 1923, lorsque le prolétariat lâcha le « gouvernement ouvrier », qu'il ne considérait pas, « faute de preuves contraires », comme son gouvernement.

Le ministère Mac Donald n'a rien donné aux larges masses de la classe ouvrière anglaise. Il n'a même pas cherché à modifier, par une propagande habile, l'idéologie de l'ouvrier anglais, en le rendant accessible à l'idée d'un gouvernement ouvrier. C'est pourquoi de larges masses ouvrières, élevées dans les traditions de l'impérialisme anglais et de l'idéologie petite-bourgeoise, se sont laissées prendre aux manœuvres électorales des conservateurs. La fausse lettre de Zinoviev a été habilement exploitée par ces derniers. Des ouvriers se sont sentis blessés dans leur amour-propre national par la propagande d'un « despote anti-démocrate » désireux d'ameuter les soldats et les marins anglais.

D'autre part, il faut cependant constater l'accroissement du nombre des suffrages travaillistes, plus considérable même que celui des suffrages conservateurs. C'est la preuve que la classe ouvrière anglaise évolue à gauche et que les antagonismes de classe s'aggravent en Angleterre.

Que feront les conservateurs à l'intérieur ?

Le gouvernement conservateur sera tout aussi impuissant à résoudre le problème du chômage que ne le fut son prédécesseur. Par contre, il y a tout lieu de croire qu'il rétablira les tarifs douaniers sur le sucre, le thé et le café, dont la suppression fut le seul résultat de l'action du gouvernement Mac Donald contre le renchérissement de la vie. Les conser-

vateurs établiront ensuite des tarifs préférentiels sur les produits alimentaires importés des *dominions* et inaugureront une politique douanière protectionniste en ce qui concerne les produits industriels et même, peut-être, les céréales de provenance étrangère. Ces mesures provoqueront sans doute une lutte violente contre la vie chère.

Le gouvernement conservateur abrogera la loi Weatley sur la construction d'habitations ouvrières aux frais de l'Etat et des communes. Cette loi, qui prévoit la construction de 2.500.000 maisons ouvrières dans une période de 15 ans, était pure escroquerie. Mais, abrogée, elle donnera au Parti travailliste un mot de ralliement contre la politique antisociale des conservateurs.

Les conservateurs ne tarderont pas à s'en prendre aux allocations de chômage, aux allocations d'apprentissage, aux pensions de vieillesse.

Ils se mettront à créer des organisations fascistes. (Ils n'auront pas l'occasion de congédier des fonctionnaires « socialistes », le gouvernement travailliste ayant gardé tout l'appareil administratif des conservateurs.)

L'avènement du gouvernement conservateur aura ainsi forcément pour conséquence l'aggravation des antagonismes de classe et ne fera qu'accélérer le procès de différenciation déjà commencé au sein de la classe ouvrière.

Revendications ouvrières et questions coloniales

La classe ouvrière anglaise présente une liste de revendications sur laquelle figurent la nationalisation des chemins de fer, des mines et des banques, la semaine de 44 heures, un salaire minimum légal, toutes revendications qu'un gouvernement conservateur ne saurait satisfaire.

Les problèmes coloniaux et internationaux se poseront pour le gouvernement conservateur avec une extrême acuité. La question de Singapour, la plus forte base navale du monde, située sur le croisement des routes maritimes entre l'Afrique, l'Asie, l'Australie et l'Amérique, implique pour l'Angleterre de grosses difficultés qui pourraient amener de graves complications dans ses rapports avec les Dominions, les Etats-Unis et le Japon. Un renforcement des tendances séparatistes en Australie et au Canada pourrait bien avoir pour conséquence la mainmise des Etats-Unis et du Japon sur ces Dominions. Le problème du caoutchouc est connexe à la question de Singapour.

La question de Mossoul peut aussi être cause de conflits internationaux de grande envergure, les Etats-Unis et la France étant également intéressées à cette affaire de pétrole.

La question égyptienne est grosse de dangers de conflits entre l'Angleterre et la France, conflits dans lesquels l'Italie se rangerait du côté de l'Angleterre: L'Angleterre pourrait bien exploiter ses difficultés en Egypte pour renforcer sa flotte méditerranéenne. La France le verrait d'un très mauvais œil, d'autant plus que la flotte anglaise est dès aujourd'hui assez forte pour couper les communications entre la France et ses colonies d'Afrique, qui sont le grand réservoir d'hommes de l'armée française.

Il serait difficile de découvrir dans ces questions le moindre atome de pacifisme.

Une période d'intrigues diplomatiques

A cause de ces difficultés, il est improbable que le gouvernement conservateur fera surgir d'inutiles conflits à l'intérieur même du pays,

peut-être par l'annulation de la reconnaissance *de jure* de l'Union Soviétique.

Mais le gouvernement Baldwin se refusera à ratifier le traité conclu avec l'Union Soviétique. Voudrait-il se comporter autrement qu'il ne le pourrait, car la campagne électorale des conservateurs était surtout dirigée contre ce traité. De nouvelles négociations seront entamées, que le gouvernement Baldwin s'efforcera de traîner en longueur. Entre temps, la France et peut-être même les Etats-Unis seront entrés en pourparlers avec l'Union Soviétique.

La période qui s'ouvre sera une période d'intrigues diplomatiques, de simulacres, de conférences, de traités secrets, de préparatifs de guerre et de tentatives d'encercllement.

L'Allemagne continuera, dans une plus forte mesure encore, d'être l'objet des luttes entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Connaissant l'habileté des diplomates allemands, on peut prévoir qu'ils s'efforceront de tirer profit des antagonismes anglo-français en faisant choix de procédés analogues à ceux qu'ils employèrent pendant le conflit de la Ruhr.

Il est clair que l'action de la diplomatie allemande contribuera à aggraver les antagonismes de classe en Allemagne. La 2^e Internationale réagira vis-à-vis de ces événements, de même que pendant la guerre mondiale. La fin de l'ère pacifiste consacrerait sa désagrégation. On ne verra plus dans cette Internationale que des partis nationaux se combattant les uns les autres.

Quelle politique ouvrière est possible en Angleterre ?

Si Mac Donald avait poursuivi une tactique habile, même au simple point de vue du réformisme, il n'aurait pas tenté, inlassablement, depuis son avènement au pouvoir, de pactiser avec la bourgeoisie. Il aurait dû tenir compte de l'état d'esprit de la grande masse des ouvriers et déposer une série de projets de lois ne servant que les intérêts de classe du prolétariat. A coup sûr, la bourgeoisie l'aurait renversé. Mais il aurait conquis la sympathie de larges masses ouvrières. Le résultat des élections en eût été différent. Mais le Premier travailliste aurait dû prendre des engagements auxquels aucun réformiste ne saurait souscrire.

C'est au Parti communiste anglais de mobiliser les masses. Ses devoirs, qui étaient considérables pendant l'ère pacifiste-démocratique, ont encore gagné de l'importance, maintenant que le pacifisme démocratique touche à sa fin. Il doit éclairer les masses sur le résultat des élections, maintenir les revendications formulées par le Congrès de Hull et même par le manifeste électoral du *Labour Party*, et que les dirigeants travaillistes ne manqueront pas d'oublier ; il doit organiser des Conseils d'usines, rassembler les membres les plus actifs des syndicats, pénétrer dans l'armée et la flotte, gagner de l'influence dans les organisations locales du *Labour Party*, organiser la lutte contre le fascisme, développer la presse communiste en se donnant pour fin la fondation d'un quotidien communiste à gros tirage, bref : faire une propagande communiste des plus énergiques. Tels sont, à notre avis, les devoirs de la section anglaise de l'Internationale.

Angleterre, France, Russie

M. Herriot a longuement « étudié » la question de la reconnaissance des Soviets. Il voulait, son ami Mac Donald étant au pouvoir, attendre les résultats de la reconnaissance par l'Angleterre. Mais aussitôt que la défaite de Mac Donald est devenue inévitable, il se hâte de reconnaître sans conditions l'Union Soviétiste. L'avènement au pouvoir des conservateurs anglais créait, en effet, une situation nouvelle dans la politique mondiale. L'avènement d'un gouvernement conservateur à Londres signifie la lutte active de l'Angleterre contre le plan Dawes et l'industrie lourde française, pour la conquête du marché allemand ; très probablement aussi, la lutte contre l'annexion, voilée ou non, de la Ruhr, que M. Herriot a aussi bien en vue que M. Poincaré ou tout autre politique impérialiste français. Il signifie également le renforcement de la base navale de Singapour et de la flotte méditerranéenne, une politique agressive contre la Chine et contre la Russie Soviétiste, celle-ci faite avec le concours des voisins de la Russie. Mais cette politique rend inévitable la lutte contre l'hégémonie française dans les pays jusqu'ici vassaux de l'impérialisme français. Le gouvernement conservateur jouera, de concert avec l'Amérique, des dettes interalliées, pour exercer une pression sur les pays débiteurs.

Dans ces circonstances, la France doit chercher un rapprochement avec l'Union Soviétiste, afin de distancer l'Angleterre en politique mondiale, quitte à utiliser plus tard son avance pour offrir à l'Angleterre une collaboration contre la Russie.

Thèses sur la situation internationale

par Albert Treint

Le projet ci-dessous sur la situation internationale est actuellement soumis au Bureau Politique.

Les membres du Parti peuvent dès maintenant s'en servir pour commencer la discussion des questions portées à l'ordre du jour du Congrès.

La Réflexion.

I. La période démocratique pacifiste est terminée

La période démocratique pacifiste, qui avait été marquée principalement par l'avènement du Gouvernement travailliste à Londres et par l'avènement du Bloc gouvernemental des Gauches à Paris avec participation des socialistes, est aujourd'hui terminée.

AMÉRIQUE

En Amérique, les républicains ont porté Coolidge à la présidence des Etats-Unis. Les républicains forment le Parti exprimant le plus directement les intérêts du capital financier américain et les grands trusts. La victoire des républicains signifie la lutte aiguë des grands capitalistes contre les fermiers, contre la classe ouvrière et les communistes, le redoublement de l'activité fasciste et de la Terreur blanche (Ku-Klux-Klan), polices privées des Trusts, etc...), ainsi que l'aggravation de la lutte contre la Russie soviétique.

ANGLETERRE

En Angleterre, Mac Donald ayant derrière lui la majorité de la classe ouvrière et de ses organisations, a cédé la place aux conservateurs, selon les règles du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. Les conservateurs ont remporté leur succès en luttant contre les communistes (affaire Campbell), pour la restriction du territoire irlandais au bénéfice de l'Ulster, pour l'union plus étroite avec les Dominions et colonies et contre le traité anglo-russe et la Russie des Soviets (utilisation d'une lettre fautive attribuée à Zinoviev).

Les conservateurs au pouvoir, tout en cherchant à maintenir les illusions des travailleurs, renforcent en réalité la lutte contre le prolétariat, suscitent et font le jeu du fascisme contre les communistes, aggravent l'oppression de l'Irlande, des colonies et des Dominions, approfondissent les divergences entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme français (rivalité industrielle en Europe, rivalité coloniale en Orient) et par tous les moyens, y compris les négociations diplomatiques, préparent contre la Révolution russe une lutte renforcée.

EUROPE ORIENTALE

En Allemagne, après la dissolution du Reichstag, la campagne électorale se poursuit dans une atmosphère de terreur blanche dirigée contre les communistes. La social-démocratie allemande, devenue ouvertement fasciste depuis longtemps déjà, participe activement à ces tentatives de bâillonner notre Parti frère. Quel que soit le résultat des élections, le

gouvernement bourgeois d'Allemagne, avec le concours direct ou indirect des social-démocrates, sera un gouvernement d'application du plan Dawes, un gouvernement de réaction blanche luttant pour asservir le prolétariat d'Outre-Rhin à un régime de bague industriel, un gouvernement de colonisation s'appesantissant sur les masses travailleuses pour le double profit du capital indigène et du capital étranger.

POLOGNE

En Pologne, la terreur blanche se poursuit avec la participation active des social-démocrates de Pilsudski ; en Esthonie, la répression s'abat sur les communistes, fusillés avant l'issue de leur procès.

BALKANS

Dans les Balkans, en Roumanie et dans la Bulgarie de Tsankof, la terreur blanche contre les communistes, contre le prolétariat et les paysans pauvres continue à faire rage. En Autriche, la chute de Mgr Seipel et la crise gouvernementale qui en est résultée n'aboutit qu'à livrer davantage les masses travailleuses à l'exploitation de M. Zimmermann, agent de la dictature du capital étranger opérant sous le couvert de la Société des Nations. En Yougo-Slavie, le gouvernement démocratique bourgeois de Davidovitch est de nouveau remplacé par le gouvernement Patchich, courbant sous un régime de terreur renforcé le prolétariat et les mouvements nationaux-paysans.

ITALIE

En Italie, le fascisme, de plus en plus isolé des masses, travaillé de crises intérieures, en voie de désagrégation, cherche à réaliser un compromis avec les oppositions bourgeoises. Celles-ci ne sont séparées du fascisme que par des querelles intérieures à la classe bourgeoise ; elles tentent d'endormir, sous prétexte de rester dans la légalité, les masses qui s'éveillent à l'appel du Parti communiste et qui se préparent à renverser le fascisme par la guerre civile. Les oppositions bourgeoises sont prêtes à réaliser, avec le fascisme, un Bloc de classe contre les communistes, le jour où ceux-ci, à la tête de masses travailleuses, menaceront l'ordre bourgeois.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

En Tchéco-Slovaquie, la bourgeoisie tchèque, maîtresse de l'Etat et gouvernant par le ministre Bénès, recule sans cesse les élections. Cela signifie que, par le jeu de la démocratie bourgeoise, il est impossible à la bourgeoisie tchèque d'exploiter et d'opprimer à la fois le prolétariat et les minorités nationales. La bourgeoisie tchèque devra conclure un compromis avec la bourgeoisie des minorités nationales, compromis dirigé contre le prolétariat et les paysans pauvres de Tchéco-Slovaquie, ou bien elle devra déclencher un fascisme tchèque dirigé à la fois contre le prolétariat et contre diverses nationalités (Allemands, Slovaques, Hongrois, Russes des Précarpathes). Tout gouvernement bourgeois tchéco-slovaque continuera à être l'instrument du capital étranger et en particulier du capital français, et la Tchéco-Slovaquie continuera à être le champ clos entre les convoitises impérialistes françaises et britanniques.

FRANCE

En France, le Bloc des Gauches n'a apporté aux masses travailleuses que désenchantement. La situation budgétaire de l'Etat bourgeois s'aggrave, sa dépendance vis-à-vis du capital américain devient plus étroite, les prix du marché intérieur se haussent vers les prix du marché euro-

péen. Le déséquilibre budgétaire et la hausse des prix tendent vers l'inflation et déterminent la montée rapide de la cherté de la vie. Et ces deux phénomènes, réagissant l'un sur l'autre, s'aggravent réciproquement.

Le Bloc des Gauches, impuissant à accomplir son propre programme, cherche à tourner les travailleurs désenchantés contre les communistes et contre la Russie soviétique, outragée et calomniée par les journaux du Bloc des Gauches, au moment où le gouvernement Herriot négocie avec elle. Ainsi, avec la complicité des socialistes, celui-ci prépare la voie au fascisme et favorise les tentatives de M. Millerand (Appel à la Nation française).

A cette offensive combinée du Bloc des Gauches et du fascisme, le Parti répondra en mobilisant les masses travailleuses et leurs organisations, et en les préparant politiquement et militairement à se défendre contre l'offensive fasciste et à lutter pour le pouvoir sous une direction toujours plus centralisée.

Nouvelle faillite de la démocratie bourgeoise ?

La prétendue préparation du désarmement par la S. D. N., à Genève, a complètement échoué. Genève n'a servi qu'à masquer, comme autrefois la conférence de Washington, la course accélérée aux armements des impérialismes rivaux.

La Conférence de Londres, qui a mis en application le plan Dawes, n'a résolu aucune des contradictions intérieures du système capitaliste ; elle les a au contraire aggravées.

La conférence de Londres n'a réussi qu'à élaborer un compromis provisoire sur la base duquel se développeront toujours avec plus de force les rivalités impérialistes.

La période démocratique pacifiste, qui n'était plus qu'un voile jeté sur la politique impérialiste, n'a duré que quelques mois. Les faits démentent les prévisions de l'opposition internationale et, en particulier, celles de Trotsky, qui assignaient une longue durée à cette période démocratique pacifiste.

II. Le renforcement des contradictions inférieures du capitalisme

REPRODUCTION ELARGIE DES CONTRADICTIONS INTERIEURES DU CAPITALISME

Toutes les contradictions intérieures du capitalisme ont été aggravées par la guerre.

Pendant la guerre, il a fallu satisfaire aux besoins supplémentaires des armées en campagne, et malgré les destructions des réserves de matières premières, de produits fabriqués et de denrées alimentaires, malgré la destruction de millions de vies humaines, malgré la destruction de provinces entières, il y a eu dans l'ensemble, pour satisfaire aux besoins accrus, accroissement de l'appareil industriel de production (notamment en Amérique et au Japon)

Cet accroissement s'est fait au détriment des masses travailleuses et en particulier du prolétariat. La diminution de la puissance d'achat des salaires a servi à augmenter les profits capitalistes et cette augmentation a servi à l'accroissement de l'appareil industriel mondial.

C'est la diminution de la puissance consommatrice des masses tra-

vailleuses qui a permis la constitution d'un appareil surdéveloppé de production industrielle mondiale.

La guerre finie, les besoins de la guerre disparaissant, cet appareil de production mondiale surdéveloppé se trouve en face de l'insuffisante puissance consommatrice des masses.

Et la disproportion est si grande qu'elle détermine un état de crise permanent. Les formes de la crise changent, la crise demeure et s'aggrave.

L'industrie et l'agriculture ne trouvant que des débouchés insuffisants subissent à l'échelle mondiale une crise permanente. Presque nulle part, l'industrie ne travaille à plein rendement, presque partout c'est la mévente des produits agricoles.

Pour sauver immédiatement leurs profits, les états-majors du capitalisme industriel se livrent à une offensive acharnée contre la classe ouvrière et cherchent à lui imposer les bas salaires et les longues journées de travail qui engendrent le chômage.

Abaissement du salaire et chômage diminuent encore la puissance consommatrice des masses et aggravent la contradiction fondamentale et permanente du système capitaliste d'aujourd'hui.

Les masses résistent à l'abaissement de leur niveau de vie et ainsi les antagonismes de classes se tendent de plus en plus.

Chaque capitalisme cherche à faire travailler à plein rendement son propre appareil industriel et à paralyser celui des autres capitalismes. Chacun cherche à échapper pour son propre compte à cette contradiction entre les forces productives et la capacité consommatrice de l'ensemble du monde. La dépréciation volontaire du mark allemand destinée à stimuler l'exportation et à permettre à l'industrie allemande de concurrencer victorieusement les autres industries, l'occupation de la Ruhr destinée à paralyser l'industrie allemande au bénéfice de l'industrie française ne sont que des épisodes de cette tentative de chaque impérialisme de résoudre pour son propre compte et au détriment des autres impérialismes cette contradiction entre les forces productives et la capacité consommatrice des masses.

Il s'agit d'une lutte pour la vie de chaque impérialisme, d'une lutte à mort entre les impérialismes rivaux. Et tant que dure le régime capitaliste, la guerre impérialiste apparaît à chaque capitalisme comme le seul moyen de décider entre les rivaux. Cette perspective d'une nouvelle guerre impérialiste aggrave encore l'acuité de la lutte intercapitaliste. Chaque impérialisme veut renforcer sa puissance industrielle en vue de la prochaine guerre et aspire à former un tout économique indépendant, afin de s'assurer la supériorité militaire.

Pour trouver des débouchés, pour se constituer en un tout économique indépendant, chaque impérialisme cherche à opprimer et à exploiter ses propres colonies, à s'emparer politiquement ou économiquement de celles des autres, à coloniser la Chine, qui n'est encore à personne, et à renverser la dictature prolétarienne en Russie, afin de coloniser les peuples de l'Union soviétique.

Ainsi, cette lutte pour les colonies, détermine la marche accélérée vers une nouvelle guerre impérialiste, ainsi que la tension croissante des antagonismes entre les peuples coloniaux opprimés et les impérialismes des diverses métropoles capitalistes.

La ligne de développement du capitalisme n'est plus ascendante comme avant la guerre, avec des dépressions périodiques accusant une crise tous

les 7 ou 8 ans ; la courbe du capitalisme est descendante avec des relevements partiels et provisoires.

La crise est permanente ; elle change de forme, mais, dans l'ensemble, il y a une tension croissante des antagonismes de classes, tension croissante des antagonismes entre les colonies et les métropoles, tension croissante des antagonismes entre les impérialismes rivaux. Il y a reproduction sans cesse élargie des contradictions internes du capitalisme.

Dans cette lutte implacable entre les forces contradictoires, la concentration des entreprises capitalistes s'accélère et les monopoles capitalistes deviennent de plus en plus puissants. Avec une rapidité inconnue jusque-là, les entreprises isolées disparaissent et sont absorbées ou ruinées par les gigantesques monopoles.

L'EXECUTION DU PLAN DAWES RENFORCE LES CONTRADICTIONS INTERIEURES DU CAPITALISME

Après la faillite de l'aventure de la Ruhr, après cette tentative insensée de l'impérialisme français d'établir sa domination sur l'Europe et sur le monde, le plan Dawes est apparu. L'impérialisme américain est ainsi entré en scène en Europe.

Par la tentative d'étendre le plan Dawes à la France et à la Russie, l'impérialisme américain amène les masses travailleuses d'Europe à résister à cette colonisation d'un nouveau genre. Alors que les colonies, malgré leur état souvent arriéré, se dressent partout menaçantes contre leurs métropoles (Maroc, Indes, Egypte, Soudan, Chine, etc...), comment admettre que les populations européennes se laisseraient réduire à la servitude par l'impérialisme américain. Le plan Dawes, l'extension du plan Dawes, sont le prélude de luttes formidables des masses travailleuses européennes pour se libérer du joug du capitalisme américain, en même temps que du joug de leurs propres capitalismes.

L'impérialisme anglais, le seul qui, par ses propres forces, puisse se mesurer avec l'impérialisme américain, devra mener la lutte contre son jeune et puissant rival, autour des colonies et des débouchés, autour du pétrole, autour de la maîtrise des mers, resserrer par tous les moyens sa domination sur son immense empire colonial en voie de désagrégation et lutter pour renforcer la cohésion de l'Empire britannique, qui tend à devenir une Autriche-Hongrie à l'échelle mondiale.

Le plan Dawes, en permettant l'union du fer lorrain avec le charbon de la Ruhr, ne résout pas toutes les contradictions entre le capitalisme français et le capitalisme allemand, mais permet la constitution d'un groupe capitaliste métallurgique franco-allemand capable de concurrencer redoutablement l'industrie anglaise. Ainsi se trouve exaspérée la rivalité franco-britannique.

L'hégémonie européenne de l'Angleterre menacée, celle-ci dispose néanmoins de grandes ressources pour se lier à l'Allemagne contre la France, tout en luttant contre la concurrence de l'industrie allemande.

L'Europe balkanisée devient de plus en plus un champ de bataille où s'affrontent politiquement et économiquement les capitalismes rivaux. Ni l'Angleterre ni aucun pays capitaliste ne peuvent y exporter leur capital financier qu'en favorisant des entreprises industrielles continentales concurrençant l'industrie des pays exportateurs de capitaux. Ainsi tend à se développer dans ces pays une lutte entre le capital industriel national et la finance exportatrice de capitaux.

Enfin, le plan Dawes approfondit les antagonismes à l'intérieur même du système capitaliste américain.

Le plan Dawes est l'œuvre de la haute finance américaine. L'Amérique a drainé 40 % de l'or du monde entier. Il y a inflation d'or. Le change élevé du dollar ne permet pas d'exporter les produits industriels et agricoles dans l'Europe aux changes dépréciés. Le taux de l'intérêt de l'argent s'est abaissé en Amérique jusqu'à 1 1/2 %. Le plan Dawes est disposé de manière à permettre au capital financier américain de s'exporter en Europe où il pourra rapporter un intérêt d'au moins 8 %.

Mais le plan Dawes ne peut stabiliser le change allemand et les échanges européens tout en faisant payer l'Allemagne et tout en exigeant le paiement des dettes interalliées à l'Amérique, qu'en réduisant le prolétariat européen à la misère et qu'en réduisant sa capacité de consommation. Cela signifie que sous le régime du plan Dawes, l'industrie et l'agriculture américaines trouveront moins encore que par le passé de débouchés en Europe.

Cela signifie l'approfondissement de la crise agraire aux Etats-Unis, l'antagonisme entre l'industrie et la finance américaines, la tentative du capital américain non exporté de maintenir ses profits par l'exploitation renforcée de la classe ouvrière américaine, le chômage aggravé en permanence.

Plus le plan Dawes portera ses fruits et plus le capitalisme américain déchiré par ses contradictions intérieures se trouvera en face de son prolétariat prêt à la lutte et entraînant au combat des millions de fermiers sur lesquels plane la menace de la ruine.

Le plan Dawes n'empêche nullement l'aggravation des contradictions fondamentales du système capitaliste ni en Europe, ni en Amérique, ni dans le monde entier.

En donnant une forme nouvelle à ces contradictions toujours plus aiguës, il a simplement permis au capitalisme de développer de courtes illusions et de gagner un peu de temps.

LES ERREURS DE LA DROITE INTERNATIONALE

Toute opinion tendant à présenter, d'une manière plus ou moins voilée, l'impérialisme américain comme capable de dominer ses propres contradictions et les contradictions du capitalisme mondial pendant toute une période historique, doit être impitoyablement combattue comme contraire à la réalité et comme contraire à toute la doctrine léniniste.

L'opposition internationale et Trotsky en particulier, présentent leur opinion avec beaucoup de prudence et de subtilité. Trotsky ne nie pas les contradictions intérieures du capitalisme ; il les atténue, il passe presque sous silence les contradictions intérieures du capitalisme américain et il présente ainsi l'impérialisme des Etats-Unis comme capable de dominer sans grandes luttes l'ensemble du système capitaliste. Il n'évoque les contradictions capitalistes que pour affirmer ingénieusement qu'elles vont s'accumuler pour éclater en guerre impérialiste ou en révolution au terme d'une période assez longue.

Il y a là sous une forme subtile, avec beaucoup de prudence, une tentative de déclarer valable pour une période assez longue la possibilité d'un super-impérialisme.

Le Parti français repousse absolument cette résurrection atténuée de la théorie du super-impérialisme de Kautsky.

La réalité objective et le léninisme qui en est inséparable nous apprennent que même si un super-impérialisme pouvait par impossible se constituer, aussitôt s'opérerait un nouveau regroupement des forces qui oppo-

serait les uns aux autres des groupes impérialistes du même ordre de grandeur. Et dans ce nouveau système, comme dans l'ancien, les contradictions entre les classes, entre les métropole et les colonies et entre les impérialismes rivaux produiraient des luttes toujours plus aiguës dans le sens de la Révolution et dans le sens d'une nouvelle guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde sur la base du nouveau rapport des forces entre les divers groupes impérialistes.

Même en supposant que la puissance des financiers américains à la Conférence de Londres ait pu faire penser à l'existence d'un super-impérialisme sous l'hégémonie du capital américain, nous ne tarderions pas à voir un regroupement des forces impérialistes s'opérer qui ferait disparaître cette suprématie momentanée de l'impérialisme des Etats-Unis et qui mettrait aux prises de nouveaux groupements impérialistes minés par leurs propres contradictions internes.

Le Parti français repousse absolument toute thèse concluant à l'éloignement de la perspective révolutionnaire au terme d'une longue période qui verrait l'unification du système capitaliste mondial sous l'hégémonie de l'impérialisme américain.

III. Fascisme, social-démocratie et anarchie

Le développement de la situation mondiale vérifie la justesse de la position du V^e Congrès en ce qui concerne le rôle de la social-démocratie et le déclin du capitalisme.

Miné par ses contradictions intérieures sans cesse aggravées, placé en face d'un prolétariat qui a reculé sans doute, mais qui n'est pas vaincu et dont les organisations révolutionnaires se sont trempées dans le feu de la bataille, le capitalisme n'était plus assez fort pour lutter contre la classe ouvrière et contre les masses travailleuses par le seul moyen du fascisme. C'est la faiblesse du capitalisme qui l'a obligé à tenter de gouverner par le moyen ou avec le concours de la social-démocratie.

La lutte des classes toujours plus aiguë a obligé toutes les formations politiques à se ranger toujours plus ouvertement dans le camp de la bourgeoisie ou à se lier au communisme dans le camp du prolétariat.

Certes, le fascisme, la social-démocratie et l'anarchie entraînent des travailleurs et des prolétaires que nous devons leur arracher, que nous devons entraîner derrière le Parti communiste dans les batailles quotidiennes, aussi bien qu'au moment de l'assaut révolutionnaire, mais en tant qu'organisation. La social-démocratie et l'anarchie sont au même titre que le fascisme, des moyens de lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Le fascisme n'est pas seulement le groupe de combat de la bourgeoisie, la social-démocratie n'est pas seulement l'illusionnisme réformiste, l'anarchie n'est pas seulement la démagogie sociale.

Fascisme, social-démocratie et anarchie sont essentiellement la combinaison intime de la violence anti-prolétarienne et de la démagogie sociale.

C'est parce que les groupes de combat de la bourgeoisie ne suffisaient plus à venir à bout du prolétariat et des masses travailleuses qu'il a fallu recourir au fascisme ; c'est parce que le fascisme ne suffisait plus, qu'il a fallu transformer la social-démocratie et l'anarchie en organisations fascistes.

Quand la social-démocratie allemande parle de socialisation et laisse ou fait assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ; quand la social-

*à force de
persistance
longues de
résistance
capitaliste*

*le S.D.
moyen de lutte
de la bourgeoisie*

démocratie allemande parle de paix, de liberté et que, par ses fonctionnaires de police, elle jette en prison des milliers d'ouvriers, elle combine, comme le fascisme, la violence anti-prolétarienne et la démagogie sociale.

Le travaillisme anglais et le socialisme français se sont engagés sur la même voie.

De même, les violences anti-prolétariennes des anarchistes se combinent avec la plus basse démagogie syndicale.

Certes, il y a des nuances.

Le fascisme affiche ouvertement la violence et l'esprit nationaliste, il entraîne les classes moyennes et les ouvriers arriérés, jusque-là rebelles à l'organisation; la social-démocratie se camoufle d'internationalisme et recourt plus hypocritement à la violence, elle agit plus spécialement sur les ouvriers et les petits travailleurs déjà organisés; l'anarchie opère plus spécialement dans les milieux syndicaux des pays latins et cherche à exploiter le passé du syndicalisme révolutionnaire.

Mais à travers toutes ces nuances, il y a maintenant identité fondamentale entre le fascisme, la social-démocratie et l'anarchie, combinant la violence anti-prolétarienne et la démagogie sociale.

Fascisme, social-démocratie et anarchie se prêtent un mutuel appui.

L'anarcho-fascisme forme en France la garde blanche du Bloc des Gauches et des socialistes, qui peuvent ainsi mieux garder leur masque de pacifisme social. Aucun gouvernement fasciste ne pourrait se maintenir au pouvoir sans l'aide de la social-démocratie et, inversement, aucun gouvernement de démocratie bourgeoise, avec participation directe ou indirecte des social-démocrates, ne pourrait se maintenir au pouvoir sans l'aide du fascisme.

En Allemagne, démocratie et social-démocratie ont recours, pour se maintenir et pour faire des élections, à des moyens fascistes, et l'organisation de combat Noir-Rouge-Or compte un million de membres.

En Italie, le gouvernement fasciste, ébranlé, a recours, pour se sauver, à des moyens semi-démocratiques, et Mussolini prêche la « normalisation ».

La période démocratique pacifiste a été de courte durée. Elle est maintenant terminée. Elle fait place à une période où la bourgeoisie, à cause de sa faiblesse croissante, est forcée de recourir, contre le prolétariat et les masses travailleuses, à des méthodes extrêmement compliquées. Pendant cette période, la bourgeoisie, non seulement se servira alternativement du fascisme et de la social-démocratie, mais, selon les nécessités de la lutte anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire, combinera localement, régionalement et nationalement, selon des formules diverses et très complexes, le fascisme, la social-démocratie et l'anarchie.

LES ERREURS DE LA DROITE INTERNATIONALE

L'opinion de la droite internationale, et en particulier de Trotsky, sur le rôle du fascisme et de la social-démocratie est absolument fautive.

Nous n'entrons pas dans une ère démocratique pacifiste de longue durée correspondant à l'hégémonie du capital américain.

La social-démocratie n'est pas seulement l'organisation internationale destinée à soumettre les masses travailleuses à l'impérialisme américain, sous le couvert des illusions pacifistes et réformistes. Chaque section de la social-démocratie est aussi un groupe de combat de chaque bourgeoisie nationale contre son prolétariat. Les antagonismes entre l'impérialisme américain et les divers capitalismes nationaux se refléteront à l'intérieur

de chaque section de la 2^e Internationale et y détermineront toute une suite de crises.

Le fascisme n'est pas seulement un groupe de combat militaire de la bourgeoisie, mais une entreprise de démagogie sociale destinée à porter la confusion dans les rangs des masses opprimées et exploitées.

Ce n'est pas parce que le capitalisme est devenu plus fort, mais parce qu'il est devenu plus faible, qu'il a dû abandonner le fascisme pour la démocratie d'abord, et ensuite pour des formes de lutte plus complexes où se combinent intimement le fascisme, la social-démocratie et l'anarchie.

Le Parti français repousse absolument toutes les opinions de l'opposition internationale et de Trotsky comme contraires à la réalité, comme construites arbitrairement et comme complètement étrangères à tout esprit d'analyse léniniste de la situation actuelle et de son développement.

IV. Les forces révolutionnaires

Les opprimés et exploités du monde entier, prolétariat, paysannerie, nationalités et peuples coloniaux courbés sous le joug impérialiste se tournent de plus en plus vers l'U.S.S.R. et vers l'I.C. Elles comprennent de mieux en mieux que, entraînées et dirigées par l'I.C., elles doivent se préparer le plus rapidement possible à élargir et à approfondir la Révolution russe en abattant successivement les puissances impérialistes du monde entier.

LA GAUCHE D'AMSTERDAM

Le mouvement de radicalisation des masses syndiquées d'Amsterdam est particulièrement significatif.

Avant la guerre, le syndicalisme de masse engendrait invinciblement des tendances qui l'entraînaient vers le réformisme. Et ce phénomène exprimait la situation florissante du capitalisme dont les surprofits coloniaux servaient à corrompre matériellement et idéologiquement une large aristocratie ouvrière par l'intermédiaire de laquelle l'ensemble du mouvement ouvrier se trouvait détourné de la lutte révolutionnaire.

Aujourd'hui, le capitalisme en état de crise permanente ne peut plus entretenir et corrompre que de petits cénacles de chefs réformistes incapables d'apporter aux masses même un semblant de réformes sérieuses. Le capitalisme et ses valets réformistes ne peuvent que lutter contre les masses ouvrières pour abaisser leur niveau de vie et pour leur imposer des réformes à rebours.

Aussi le syndicalisme de masse d'après-guerre reflète cette situation. Il engendre invinciblement des tendances de gauche qui à travers les luttes quotidiennes entraînent le mouvement ouvrier vers la lutte pour la Révolution communiste.

Au sortir de la guerre, ces tendances se sont groupées autour de l'I.S.R. Elles progressaient si rapidement que les chefs réformistes durent recourir à la scission pour continuer leur politique d'asservissement des masses syndicales à la bourgeoisie.

La C.G.T.U. française et la C.G.T.U. tchécoslovaque qui ne sont que des morceaux du mouvement syndical ont démontré par leur existence la possibilité d'un syndicalisme de masses évoluant rapidement vers le communisme.

Et même dans l'Internationale d'Amsterdam, privée des forces révolutionnaires de la C.G.T.U. française et de la C.G.T.U. tchécoslovaque, dans l'Internationale d'Amsterdam qui paraissait livrée définitivement au réformisme et à la bourgeoisie, un mouvement de gauche se dessine qui

faiblesse
force en
même

tourne les yeux, non vers notre droite internationale, mais vers le C.C. du Parti russe et vers la direction bolchevique de l'I.C.

Peu importe la personnalité des Cook, des Purcell et des Fimmen. Ce qui importe, c'est qu'à travers bien des hésitations ils représentent la volonté de lutte de millions de syndiqués d'Amsterdam en marche vers le communisme.

C'est le devoir des communistes d'aider les millions d'ouvriers de la gauche d'Amsterdam à venir nous rejoindre sur le front du combat révolutionnaire.

C'est pourquoi nous devons consolider et renforcer nos positions communistes dans Amsterdam et lutter par tous les moyens pour la reconstitution de l'unité syndicale internationale.

Il s'agit de gagner les masses syndicales à la Révolution.

Le Parti français rejette absolument les déviations schumacheristes qui se sont manifestées non seulement en Allemagne, mais en Hollande et dans divers pays. En dénonçant comme opportuniste la politique d'unité syndicale de l'I.C., le schumacherisme ne fait que marquer sa propre impuissance à gagner pour la lutte décisive les masses groupées dans les syndicats réformistes. Le Parti français approuve sans réserve l'exclusion de Schumacher prononcée par la direction de notre Parti frère d'Allemagne.

Le Parti français réprouve absolument les tendances qui se sont manifestées dans certains cercles communistes et par exemple en Angleterre, tendances selon lesquelles nous devrions, pour réaliser l'unité syndicale, renoncer à notre travail communiste dans les syndicats.

Nous sommes sans condition pour l'unité syndicale, mais rien ne nous empêchera à l'intérieur de l'unité syndicale, comme partout, de lutter inlassablement pour entraîner les masses à travers les luttes quotidiennes vers la bataille révolutionnaire décisive.

C'est à la tête des masses exploitées et opprimées et en particulier à la tête des masses syndicales que les Partis communistes et l'Internationale renverseront la bourgeoisie par le moyen de la guerre civile et courberont l'ennemi capitaliste vaincu sous l'implacable dictature du prolétariat.

L'U. S. S. R.

Sur ce terrain comme sur tous les autres, le Parti français est résolu à appliquer les méthodes bolcheviques qui démontrent leur efficacité en affermissant chaque jour davantage la puissance des Républiques soviétiques.

Tout à tour, les grandes nations capitalistes reconnaissent le gouvernement des Soviets. Cela signifie que pour renverser la Révolution russe, les gouvernements bourgeois sont obligés de combiner la préparation de l'agression militaire avec la manœuvre diplomatique et avec les tentatives de décomposition commerciale et financière du pouvoir prolétarien. Le fait que les gouvernements capitalistes ont dû renoncer à la lutte armée immédiate et doivent recourir contre les Soviets à des méthodes plus compliquées, démontre la force croissante de la République ouvrière et paysanne.

En dépit du défaitisme révolutionnaire manifesté par l'opposition russe et par l'opposition internationale, la Russie, sous la direction du Parti bolchevique et de son Comité Central, a lutté et continue de lutter avec succès contre toutes les difficultés.

Les prix du blé et du pain ont été stabilisés à un niveau moyen qui donne satisfaction aux paysans sans obliger à une élévation des salaires qui compromettrait l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire.

Celle-ci en dépit du pessimisme de l'opposition est de plus en plus assurée et cette année la Russie a pu, pour la première fois, se donner un budget équilibré.

Le développement des coopératives dans les villes et dans les campagnes ; la lutte pour l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie, commencent déjà à donner de bons résultats.

L'écart entre les prix industriels et les prix agricoles diminue, ainsi que l'écart entre les prix de gros et de détail. Les « ciseaux se referment ».

Ainsi la liaison entre les paysans et la classe ouvrière s'améliore et la dictature du prolétariat s'affermi.

La récolte de cette année, déficitaire dans certaines régions, a produit dans l'ensemble un excédent d'exportation inférieur à celui sur lequel le gouvernement soviétique avait compté pour se procurer les sommes nécessaires à l'accélération du développement de l'industrie nationalisée. Pour remédier à cette situation un programme d'exportation du bois, des fourrures et du naphte a été établi et commence à se réaliser dans de bonnes conditions.

En même temps qu'il s'épurait d'éléments d'esprit petit-bourgeois, qui avaient pénétré dans ses rangs, le Parti bolchevique enregistrait l'adhésion de 200.000 ouvriers dont la candidature fut dans beaucoup de cas discutée par les assemblées générales d'usines.

Ainsi le Parti russe prend de plus en plus le caractère d'un parti élu par la classe ouvrière et réalise ainsi la véritable démocratie prolétarienne.

Un million de membres dont au moins la moitié travaillant à l'usine, tel est le mot d'ordre du Parti en train de se réaliser.

La manière dont la minuscule insurrection géorgienne a été liquidée par les ouvriers et les paysans géorgiens eux-mêmes, montre l'attachement profond des masses travailleuses au régime soviétique et au Parti bolchevique.

En dépit des sombres prophéties de l'opposition, la politique du C. C. surmonte les difficultés et fait progresser le relèvement économique de la Russie, conformément aux intérêts du prolétariat.

Ainsi, la dictature prolétarienne, non seulement garde ses positions dominantes, mais les consolide et les élargit.

Le prolétariat, sous la direction bolchevique, tient le pouvoir, dispose de l'Armée rouge, est maître de l'enseignement, conserve le monopole du commerce extérieur et tient entre ses mains l'industrie nationalisée. Il maintient et renforce la liaison avec les paysans.

Aussi la Russie du Bolchevisme, la Russie de Lénine, constitue la forteresse de plus en plus puissante de la Révolution mondiale.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A l'abri de cette forteresse, s'organise de plus en plus solidement l'Internationale Communiste.

Non seulement l'Internationale entraîne de plus en plus les ouvriers, mais elle commence déjà à organiser et à entraîner dans le combat anti-impérialiste les alliés du prolétariat, la petite paysannerie et les mouvements nationaux et coloniaux opprimés.

Les revendications paysannes, les luttes armées pour l'indépendance des nationalités et des colonies soumises au joug des impérialismes, constituent une réserve d'énergie formidable.

Chaque impérialisme se présente en libérateur des masses exploitées par l'impérialisme rival. Aujourd'hui, l'Angleterre soutient discrètement

unité
horre
de volkov

les Marocains contre l'Espagne et contre la France ; demain, l'Amérique soutiendra le Canada, l'Australie et l'Inde contre l'Angleterre ; la France fait bon accueil à la révolte égyptienne et soudanaise.

Mais chaque impérialisme ne vise ainsi qu'à voler politiquement et économiquement les colonies de l'impérialisme rival, afin de les opprimer et de les asservir pour son propre compte.

L'Internationale Communiste arrachera impitoyablement aux impérialismes leur masque libérateur. Elle découvrira leur visage hideux devant les masses exploitées du monde entier.

Elle ne permettra à aucun impérialisme d'exploiter l'énergie paysanne, l'énergie nationale et l'énergie coloniale pour la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste.

Elle appellera toutes les masses exploitées des métropoles et des colonies à la lutte contre l'ennemi commun, à la lutte révolutionnaire qui jettera bas tous les impérialismes.

Pour mener à bien ces tâches, l'Internationale continuera à se bolcheviser, c'est-à-dire à mettre au service de la stratégie et de la tactique léninistes une organisation de fer.

L'Internationale Communiste doit continuer à se transformer en Parti léniniste mondial, homogène, centralisé, discipliné, capable d'entraîner les masses à la bataille et capable de jeter toute sa force propre dans la balance de l'histoire pour la faire pencher dans le sens de la victoire prolétarienne et révolutionnaire.

LA LUTTE ACHARNÉE CONTRE L'OPPOSITION, CONDITION DE LA LUTTE SIMULTANÉE CONTRE LA BOURGEOISIE

Le Parti français répudie absolument toutes les tentatives plus ou moins masquées de l'opposition, d'affaiblir la centralisation et la discipline de l'Internationale et de ses partis et d'instituer, nationalement et internationalement, une lutte fractionnelle habilement dirigée, sous le couvert d'un léninisme dénaturé, contre toute la doctrine, toute la stratégie, toute la tactique et toutes les méthodes d'organisation du bolchevisme léniniste qui a mené le prolétariat russe et qui mènera le prolétariat mondial à la victoire.

C'est en menant une lutte implacable, idéologique, politique et organisationnelle, contre toute résurrection, même sous une forme alléguée, du menchevisme, du luxembourgeoisisme et du trotskysme, que l'Internationale pourra en même temps mener la lutte contre le capitalisme avec le maximum de succès.

Le Parti bolchevique n'a vaincu, en octobre 1917, que parce que, depuis 1903, il a lutté non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre les mencheviks, contre les liquidateurs, contre les réconciliateurs et contre les erreurs trotskystes et luxembourgistes.

V. Les perspectives : grandes luttes, victoires possibles

Dans la période écoulée, nous avons perdu de grandes batailles en Bulgarie et en Allemagne, faute de partis vraiment bolchevistes, capables d'utiliser les situations subjectivement favorables.

L'exaspération des contradictions internes du monde capitaliste, la force croissante du prolétariat et des masses travailleuses constituent le présage de grandes luttes décisives et de victoires révolutionnaires en

Orient comme en Occident, partout où le front capitaliste faiblit (Indes, France, Allemagne, etc.).

La préparation politique, stratégique, tactique, organisationnelle de ces luttes est maintenant la tâche primordiale de l'Internationale bolchevisée.

En rassemblant le prolétariat et ses alliés, les masses travailleuses opprimées et exploitées du monde entier, sous le drapeau du léninisme, la Révolution communiste remportera de nouvelles victoires.

Le nouveau Gouvernement et le Proletariat

(Lettre écrite par Lénine, de Zurich, le 22 mars 1917)

Le principal document dont je dispose à la date d'aujourd'hui (21 mars) est le numéro du 16 courant du journal bourgeois anglais le plus conservateur, le *Times*, qui donne une relation des événements de la Révolution russe. Il est évident qu'il serait difficile de trouver un organe plus favorable au gouvernement de Goutchkov et de Milioukov.

Le mercredi 14 mars, au moment où il n'existait encore que le premier gouvernement provisoire, c'est-à-dire le Comité Exécutif de la Douma composé de 13 personnes, dirigé par Rodzianko et comprenant, d'après le *Times*, deux « socialistes », Kérenski et Tchkéidzé, le correspondant pétersbourgeois du journal en question communiquait ce qui suit :

« Un groupe de 22 membres du Conseil d'Etat, parmi lesquels Goutchkov, Stakhovitch, Troubetskoï, le professeur Vassiliev, Grimm, Vernadsky, a expédié hier au tsar un télégramme dans lequel il le supplie, pour sauver la « dynastie », de convoquer la Douma et de nommer comme chef du gouvernement une personne jouissant « de la confiance de la nation ». Quelle sera la décision de l'empereur, qui doit arriver aujourd'hui ? on ne le sait pas encore. Mais il est une chose indubitable. Si Sa Majesté ne donne pas immédiatement satisfaction aux désirs des éléments les plus modérés de ses loyaux sujets, l'influence dont jouit maintenant le Comité provisoire de la Douma d'Empire passera entièrement aux mains des socialistes, qui veulent l'instauration de la République, mais qui ne sont pas en état de former un gouvernement ordonné et qui provoqueraient inévitablement l'anarchie intérieure et la catastrophe extérieure... »

Que de sagesse politique dans ces paroles et comme cela est clair ! Comme le collègue (sinon le directeur) anglais des Goutchkov et des Milioukov comprend bien la corrélation des forces et des intérêts de classes ! « Les éléments les plus modérés des loyaux sujets », c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes monarchistes, veulent obtenir le pouvoir, comprenant parfaitement que, s'ils n'y arrivent pas, « l'influence » passera aux mains des « socialistes ». Pourquoi aux mains des socialistes plutôt que d'autres personnes ? Parce qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir d'autres forces sociales sur l'arène politique. Le prolétariat a fait la révolution, il a déployé le plus grand héroïsme, il a versé son sang, il a entraîné à sa suite la masse de la population pauvre et laborieuse, il réclame le pain, la paix et la liberté, il réclame la République, il sympathise au socialisme. Or, la poignée de propriétaires fonciers et de capitalistes dirigés par Goutchkov et Milioukov veut contrecarrer la volonté ou l'aspiration de l'immense majorité, conclure une transaction avec la monarchie qui s'écroule, soutenir cette dernière, la sauver. Que votre Majesté impériale nomme Lvov et Goutchkov, et nous serons avec la monarchie contre le peuple. Voilà le sens, voilà le fond de la politique du nouveau gouvernement.

Mais comment justifier la tromperie que l'on prépare à l'égard du

peuple, la violation de la volonté de l'immense majorité de la population ?

Pour cela, il faut calomnier le peuple, méthode ancienne mais toujours nouvelle de la bourgeoisie. Et le correspondant anglais de calomnier : « Anarchie intérieure, catastrophe extérieure, pas de gouvernement ordonné. »

C'est faux ! Les ouvriers veulent la République et la République est un gouvernement beaucoup plus « ordonné » que la monarchie. Qui garantit au peuple qu'un second Romanov n'aura pas à ses côtés un second Raspoutine ? C'est la continuation de la guerre, autrement dit nouveau gouvernement, qui amène la catastrophe. Seule, la République prolétarienne soutenue par les ouvriers agricoles, les paysans et les citoyens pauvres, peut assurer la paix, donner le pain, l'ordre, la liberté.

Les clameurs contre l'anarchie ne servent qu'à voiler les intérêts égoïstes des capitalistes, qui veulent gagner de l'argent sur les fournitures militaires et les emprunts de guerre et rétablir la monarchie contre le peuple.

« Hier — continue le correspondant — le Parti social-démocrate a lancé une proclamation du caractère le plus séditionnel, proclamation qui a été répandue par toute la ville. Ce sont (c'est-à-dire les social-démocrates) des doctrinaires purs, mais, à un moment comme celui que traverse actuellement la Russie, leur puissance de mal est formidable. MM. Kérenski et Tchkéidzé, qui comprennent que, sans l'appui des officiers et des éléments modérés du peuple, ils ne peuvent éviter l'anarchie, sont obligés de compter avec leurs camarades moins raisonnables et les poussent insensiblement à occuper une position qui complique la tâche du Comité provisoire... »

Monsieur le diplomate anglais, comme vous avez « inconsidérément » dévoilé la vérité !

« Le parti social-démocrate » et « les camarades moins raisonnables » avec lesquels « sont obligés de compter Kérenski et Tchkéidzé », c'est évidemment le Comité central ou le Comité pétersbourgeois de notre Parti, rétabli par la conférence de janvier 1912, ce sont ces « bolcheviks » que les bourgeois ne cessent de qualifier de « doctrinaires », pour leur fidélité à la « doctrine », c'est-à-dire aux principes, à l'enseignement, aux buts du socialisme. Le *goutchkoviste* anglais traite évidemment de séditionnelles et de doctrinaires la proclamation et la conduite de notre Parti qui exhorte à combattre pour la République, la paix, la destruction complète de la monarchie tsariste, le ravitaillement du peuple.

La paix et du pain pour le peuple, c'est là de la sédition ; des fauleuils ministériels pour Goutchkov et Milioukov, c'est là « l'ordre ». Ces propos ne sont pas nouveaux, nous les avons déjà entendus bien des fois.

Quelle est donc, d'après le *goutchkoviste* anglais, la tactique de Kérenski et de Tchkéidzé ?

C'est une tactique hésitante. D'une part, le correspondant du *Times* loue Kérenski et Tchkéidzé qui, dit-il, comprennent que, sans l'appui des officiers et des éléments modérés, on ne saurait éviter l'anarchie (et nous qui pensons, conformément à notre doctrine, que ce sont les capitalistes qui introduisent dans la société humaine l'anarchie et la guerre, que, seule, la transmission du pouvoir politique, au prolétariat et aux couches pauvres peut nous délivrer des guerres, de l'anarchie, de la famine !)

D'autre part, ils sont, soi-disant, « obligés de compter avec leurs

camarades moins raisonnables », c'est-à-dire avec les bolcheviks, avec le Parti social-démocrate ouvrier russe, restauré et unifié par le Comité Central.

Quelle est donc la force qui *oblige* Kérénski et Tchkéidzé à « compter » avec le parti bolchevik auquel ils n'ont *jamais* appartenu, qu'ils n'ont cessé, ainsi que leurs représentants en littérature (« socialistes-révolutionnaires », « socialistes populaires », « menchéviks du Comité d'Organisation », etc.), d'injurier, de condamner, de qualifier de cercle clandestin infime, de secte de doctrinaires, etc. ? A-t-on jamais vu, en période révolutionnaire, en période d'action des masses, des politiciens sensés compter avec des doctrinaires ?

Notre *goutchkoviste* anglais s'est empêtré dans son exposition, il n'a pas su mentir entièrement, ni dire entièrement la vérité, il n'a fait que se démasquer.

Ce qui a forcé Kérénski et Tchkéidzé à compter avec le Parti social-démocrate du Comité Central, c'est l'influence de ce dernier sur le prolétariat, sur les masses. Malgré la déportation de nos députés en Sibérie en 1914, malgré les poursuites acharnées et les arrestations dont le Comité de Saint-Petersbourg a été l'objet pour son travail illégal contre la guerre et le tsarisme, notre Parti a toujours été avec les masses, avec le prolétariat révolutionnaire.

« Les faits sont chose obstinée », dit un proverbe anglais. Or, notre honorable *goutchkoviste* anglais lui-même a dû reconnaître le fait que notre Parti a dirigé les ouvriers de Pétrograd aux journées de la Révolution, ou tout au moins les a aidés avec un dévouement sans pareil.

Il a dû reconnaître également les oscillations de Kérénski et de Tchkéidzé entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les partisans de Gvozdiev, les défensistes, c'est-à-dire les social-chauvins, les défenseurs de la guerre de rapine impérialiste, suivent maintenant sans réserve la bourgeoisie ; Kérénski, en participant au ministère, c'est-à-dire au deuxième gouvernement provisoire, s'est aussi rallié à elle ; Tchkéidzé est resté hésitant entre le gouvernement provisoire de la bourgeoisie (les Goutchkov et les Milioukov) et le gouvernement provisoire du prolétariat et des masses pauvres de la population (le Soviet des députés ouvriers et le Parti social-démocrate ouvrier russe unifié par le Comité Central).

La Révolution a donc confirmé ce que nous soulignons particulièrement quand nous invitons les ouvriers à se rendre nettement compte de la différence de classe entre les principaux partis et tendances dans le mouvement ouvrier et la petite bourgeoisie, ce que nous écrivions par exemple dans le *Social-Démocrate* de Genève le 13 octobre 1915 :

« Nous continuons à admettre la participation des social-démocrates à un gouvernement révolutionnaire provisoire avec la petite bourgeoisie démocrate, mais non avec des révolutionnaires-chauvins. Nous considérons comme révolutionnaires-chauvins ceux qui veulent abattre le tsarisme pour vaincre l'Allemagne, piller d'autres pays, consolider la domination des Grands-Russiens sur les autres peuples de Russie, etc. La base du chauvinisme révolutionnaire est la situation de classe de la petite bourgeoisie. Cette dernière oscille constamment entre la bourgeoisie et le prolétariat. Maintenant, elle oscille entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être conséquente dans son révolutionnarisme, même au point de vue de la révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Ses porte-parole politiques en Russie sont en ce moment les *troudoviks*, les socialistes-révolutionnaires, le *Nachà Zaria* (maintenant *Diéto*), la fraction de Tchkéid-

zé, le Comité d'Organisation, Plékhanov, etc. Si les révolutionnaires-chauvins triomphaient en Russie, nous serions contre la défense de leur « patrie » dans la guerre actuelle, Notre mot d'ordre est : « Contre les chauvins, même révolutionnaires et républicains ; pour l'union du prolétariat international en vue de la révolution sociale. »

Mais, revenons au *goutchkoviste* anglais.

« ...Comprenant les dangers qui se dressent devant lui — continue-t-il — le Comité provisoire de la Douma d'Empire a renoncé consciemment à son plan primitif d'arrêter les ministres, quoique ce fût hier qu'il eût pu le réaliser avec le moins de difficultés. La porte a été ainsi ouverte aux négociations et, grâce à cela, nous (capital et impérialisme anglais) pouvons obtenir tous les avantages du nouveau régime, sans passer par l'horrible épreuve de la Commune et l'anarchie de la guerre civile... »

Les *goutchkovistes* étaient pour la guerre civile en leur faveur, ils sont contre la guerre civile en faveur du peuple, c'est-à-dire de la majorité des travailleurs.

« ...Les rapports entre le Comité provisoire de la Douma, qui représente toute la nation (le Comité de la 4^e Douma des grands propriétaires fonciers et des capitalistes !) et le Soviet des députés ouvriers, qui représente exclusivement des intérêts de classe (c'est là la langue du diplomate qui a entendu des mots savants sans les comprendre et désire dissimuler le fait que le Soviet des députés ouvriers représente le prolétariat et les pauvres gens, c'est-à-dire les 9/10 de la population), mais qui, au moment d'une crise comme la crise actuelle, a une immense autorité, ont fait naître de fortes appréhensions parmi les gens raisonnables sur la possibilité de conflits entre ces deux organes, conflits dont les résultats seraient par trop terribles.

« Par bonheur, ce danger a été écarté, tout au moins pour le moment présent (remarquez ce « tout au moins »), grâce à l'influence de Kérénski, jeune avocat, doué d'un grand talent oratoire, qui comprend clairement (est-ce pour le différencier de Tchkéidzé qui, lui aussi, selon le correspondant anglais, comprend mais moins clairement ?) la nécessité d'agir avec le Comité dans l'intérêt de ses électeurs de la classe ouvrière (c'est-à-dire pour faire des coquetteries aux ouvriers, pour avoir leurs voix). Aujourd'hui (mercredi 14 mars) un accord étonnant a été conclu, grâce auquel tout frottement sera évité. »

Quel a été cet accord ? Tout le Soviet des députés ouvriers y a-t-il consenti ? Quelles en sont les clauses ? De tout cela, nous ne savons rien. Cette fois-ci, le *goutchkoviste* anglais a passé sous silence le principal. En effet, il n'est pas avantageux à la bourgeoisie que ces clauses soient nettes, explicites, notoires, car, alors, il lui serait plus difficile de les violer.

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites, lorsque j'ai lu deux communications très importantes. Tout d'abord, dans le numéro du 20 mars du journal conservateur le *Temps*, le texte de l'appel par lequel le Soviet des députés ouvriers invite à « soutenir » le nouveau gouvernement ; en second lieu, des extraits du discours de Skobélev, à la Douma d'Empire, le 14 mars, reproduits par la *Neue Züricher Zeitung* du 21 mars, d'après la *National Zeitung* de Berlin.

L'appel du Soviet des députés ouvriers, si le texte n'en a pas été tronqué par les impérialistes français, est un document remarquable, montrant que, au moment de sa publication tout au moins, le prolétariat pétersbourgeois se trouvait sous l'influence prédominante des politiciens

petits-bourgeois. Je rappellerai que j'ai à l'égard de ces politiciens la même attitude qu'envers les gens comme Kérénski et Tchkéidzé.

Cet appel expose deux buts politiques et, conséquemment, deux mots d'ordre :

Tout d'abord, il dit que le gouvernement se compose d' « éléments modérés ». C'est là une caractéristique étrange, incomplète, purement libéral, dépourvue de tout caractère marxiste. Je suis prêt également à reconnaître que, dans un certain sens (je spécifierai lequel dans ma prochaine lettre), tout gouvernement doit maintenant, après la première étape de la Révolution, être « modéré ». Mais on ne saurait se dissimuler à soi-même et au peuple que ce gouvernement veut la continuation de la guerre impérialiste, qu'il est l'agent du capital anglais, qu'il veut la restauration de la monarchie et la consolidation de la domination des propriétaires fonciers et des capitalistes.

L'appel déclare que tous les démocrates doivent « soutenir » le nouveau gouvernement et que le Soviet des députés ouvriers prie et charge Kérénski de participer au Gouvernement Provisoire. Conditions : réalisation des réformes promises pendant la guerre, garantie de la « liberté » de développement « culturel » des minorités nationales (programme purement cadet, purement libéral), formation d'un Comité spécial chargé de surveiller les actes du Gouvernement Provisoire, et composé de membres du Soviet des députés ouvriers et de « militaires ».

La nomination de Kérénski, véritable Louis Blanc russe, et l'appel invitant à soutenir le gouvernement sont des modèles classiques de trahison à la cause de la révolution et du prolétariat, de cette trahison qui a fait avorter une série de révolutions au dix-neuvième siècle, quelque sincères et dévouées au socialisme que fussent les dirigeants et les partisans d'une telle politique.

Le prolétariat ne peut ni ne doit soutenir le gouvernement de la guerre, le gouvernement de la restauration monarchique. Pour lutter contre la réaction, pour repousser les tentatives possibles et probables des Romanov et de leurs amis, qui chercheront à restaurer la monarchie et à rassembler des troupes contre-révolutionnaires, il faut non pas soutenir Goutchkov et consorts, mais organiser, développer, consolider la milice prolétarienne, armer le peuple sous la direction des ouvriers. Sans cette mesure fondamentale, il ne saurait être question d'opposer une résistance sérieuse à la restauration de la monarchie et aux tentatives d'enlever ou de restreindre les libertés promises ; il ne saurait être question non plus de s'engager dans la voie menant à l'obtention du pain, de la liberté, de la paix.

Si Tchkéidzé, qui était avec Kérénski membre du premier gouvernement provisoire (Comité de la Douma composé de treize personnes), n'a pas voulu participer au deuxième pour des raisons comme celles que nous avons indiquées ci-dessus, cela lui fait honneur. Par malheur, une telle interprétation est en contradiction avec d'autres faits et avant tout avec le discours de Skobélev, qui a toujours marché la main dans la main avec Tchkéidzé.

A en croire la source précitée, Skobélev a dit que « le groupe social (social-démocrate, évidemment) et les ouvriers ne sympathisent que très peu aux buts du gouvernement provisoire », que les ouvriers réclament la paix et que, si l'on continue la guerre, il y aura une catastrophe au printemps, que « les ouvriers ont conclu avec la société (la société libérale) un accord provisoire, quoique leurs buts politiques soient aussi loin des

buts de cette société que le ciel de la terre », que « les libéraux doivent renoncer aux buts insensés de guerre », etc.

Ce discours est un modèle de ce que, dans une citation du *Social-Démocrate*, nous avons appelé l'hésitation entre la bourgeoisie et le prolétariat. Restant eux-mêmes, les libéraux ne peuvent renoncer aux buts « insensés » de guerre qui, soit dit en passant, ne sont pas déterminés par eux seuls, mais aussi par le capital financier anglo-français, dont la puissance se mesure par centaines de milliards. Il ne s'agit pas de chercher à persuader les libéraux, mais d'expliquer aux ouvriers pourquoi les libéraux sont tombés dans une impasse, pourquoi ils sont liés bras et jambes, pourquoi ils cachent les traités du tsarisme avec l'Angleterre, les transactions du capital russe avec le capital anglo-français, etc.

Si Skobélev déclare que les ouvriers ont conclu un accord avec la société libérale et qu'il ne proteste pas contre cet accord, qu'il n'explique pas du haut de la tribune de la Douma le tort qui en résulte pour les ouvriers, il approuve par là même cet accord. Or, c'est ce qu'il ne fallait faire à aucun prix.

L'approbation directe ou indirecte, ouverte ou tacite de l'accord du Soviet des députés ouvriers avec le Gouvernement Provisoire est une oscillation de Skobélev du côté de la bourgeoisie.

La déclaration portant que les ouvriers réclament la paix et que leurs buts sont aussi loin de ceux des libéraux que la terre du ciel, est une oscillation de Skobélev du côté du prolétariat.

La deuxième idée politique de l'appel du Soviet des députés ouvriers, celle de la création d'un Comité de surveillance des prolétaires et des soldats sur le Gouvernement Provisoire, est une idée purement prolétarienne, véritablement révolutionnaire et profondément juste.

Voilà du bon travail ! Voilà qui est digne des ouvriers qui ont versé leur sang pour assurer la liberté, la paix et le pain au peuple.

Voilà un pas réel dans la voie des *garanties* ! Voilà un pas contre le tsarisme, contre la monarchie et contre les monarchistes Goutchkov, Lvov et consorts ! Voilà l'indice que, malgré tout, le prolétariat russe a dépassé le prolétariat français de 1848, qui avait « délégué » Louis Blanc ! Voilà la preuve que l'instinct et l'intelligence de la masse prolétarienne ne se laissent pas satisfaire par des déclamations, des exclamations, des mirages de réformes et de libertés, des titres de « ministre délégué par les ouvriers » et autres oripeaux, mais cherchent l'appui uniquement là où il est, c'est-à-dire dans les masses populaires armées, organisées et dirigées par le prolétariat, par les ouvriers conscients.

C'est là un pas, mais un premier pas seulement dans la bonne voie.

Si ce « Comité de surveillance » reste une institution purement parlementaire, uniquement politique, c'est-à-dire une commission chargée de « poser des questions » au Gouvernement Provisoire et d'en recevoir des réponses, il ne sera qu'un hochet, il ne sera rien du tout.

Si sa création mène à la constitution immédiate d'une milice ouvrière véritablement populaire qui, englobant hommes et femmes, non seulement remplacera l'ancienne police, mais en rendra impossible le rétablissement par un gouvernement monarchiste-constitutionnel ou républicain-démocratique, à Pétrograd et dans toute la Russie, il est évident que les ouvriers avancés de Russie s'engagent dans une voie qui les conduira à de nouvelles et grandes victoires et leur permettra de se libérer de la guerre et de réaliser le mot d'ordre qui, d'après les journaux, figurait sur

le drapeau des troupes de cavalerie manifestant à Pétrograd devant le Douma d'Empire :

« Vivent les Républiques socialistes de tous les pays ! »

J'exposerai dans ma prochaine lettre mes idées au sujet de cette milice ouvrière.

Je m'efforcerai d'y montrer, d'une part, que la création d'une milice populaire dirigée par les ouvriers est le mot d'ordre qui correspond aux problèmes tactiques du moment de transition spécial que traverse la Révolution russe (et la Révolution mondiale) et, d'autre part, que, pour remplir sa tâche avec succès, cette milice doit englober tout le peuple, toute la population des deux sexes capable de travailler, et réaliser l'union non seulement des fonctions policières, mais aussi des fonctions étatiques avec les fonctions militaires et le contrôle de la production sociale et de la répartition des produits.

Zurich, 22 mars 1917.

Le Congrès du Parti Communiste tchécoslovaque

I

Lettre ouverte de G. Zinoviev aux délégués du Congrès

Chers camarades,

Nous accordons à votre congrès une grande importance. Nous savons que le parti tchécoslovaque, qui est par sa composition un des partis prolétariens de l'I. C., a un grand avenir. Si la moindre possibilité s'était présentée à moi d'assister à votre congrès et de collaborer sur place à la fixation de la ligne politique du parti, je l'aurais fait avec le plus grand plaisir. Permettez-moi donc de vous dire franchement comme il sied entre camarades ce que je pense de la situation de votre parti.

Le P. C. T. discute avec passion diverses questions de principe. Le congrès prendra pourtant, vraisemblablement à l'unanimité, des résolutions concordant avec celles du V^e Congrès de Moscou. A vrai dire cette unanimité ne nous est pas des plus agréables. Nous craignons qu'elle ne soit qu'apparente.

Les leaders de la droite ont déclaré souscrire aux résolutions du V^e Congrès. Mais ils se montrent extrêmement hostiles aux camarades de la gauche qui, à Moscou même, souscrivaient sans réserve à ces résolutions. Une telle situation peut-elle être considérée comme normale ? Nous pensons que non. Si les décisions du V^e Congrès mondial sont justes et si les camarades de la droite sont décidés à les appliquer sincèrement, ils n'ont plus aucune raison de se montrer hostiles à la gauche.

Le camarade Smeral tente d'expliquer les critiques adressées par l'Exécutif à la droite tchécoslovaque par l'information insuffisante de l'Exécutif et l'information tendancieuse qu'aurait donnée la gauche. Explication complètement inadmissible. Smeral et ses amis politiques les plus proches assistaient à Moscou au V^e Congrès. Pourquoi n'ont-ils pas rectifié ces informations tendancieuses ? A la vérité, l'I. C. n'était pas si mal informée et le V^e Congrès adopta ses résolutions sur la situation tchécoslovaque en pleine connaissance de causes et de responsabilités.

Anormale aussi la déclaration du camarade Zapotocky, suivant laquelle les résolutions du V^e Congrès sont imposées en vertu de la discipline. La discipline reste ce qu'elle est. Nous souhaitons pourtant que les dirigeants du P. C. T. souscrivent aux résolutions du V^e Congrès par conviction. Nous souhaitons qu'ils nous disent sur quels points ces résolutions sont erronées, puisqu'en fait, certains d'entre eux n'y souscrivent pas. Ni au V^e Congrès, ni pendant la discussion dans votre parti, ni à ce congrès, les communistes de la droite du P. C. T. n'ont rempli leur devoir. Nous connaissons Zapotocky comme un des meilleurs militants du Parti, organisateur infatigable qui a rendu d'immenses services. Nous savons que ni lui, ni ses plus proches amis ne sont responsables des fautes que les leaders de la droite commirent à la veille de la fondation du P. C. T. Nous savons que Zapotocky a pratiquement rendu plus de services que d'autres ; il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue poli-

tique il a tort. Ses articles ne sont pas inspirés de vues politiques claires.

L'Internationale Communiste ne peut se contenter d'une unité apparente. Nous sommes des révolutionnaires, des bolchéviks. Il nous faut en premier lieu, dans nos propres rangs, une clarté idéologique. Le premier devoir de votre congrès est de la réaliser, de sortir de l'équivoque, de la confusion, des formules habiles, d'écarter les litiges abstraits et vides, de poser catégoriquement les questions politiques.

Un devoir non moins grand — peut-être même le plus grand — de votre congrès, est celui de former un nouveau comité central bolchevik, non en paroles, mais en fait, qui appliquera les décisions du V^e Congrès, non par discipline, mais par conviction, qui se renforcera de nouvelles forces, qui mettra un terme à la diplomatie, qui, en un mot, avancera la cause du communisme en Tchécoslovaquie.

Dans son discours de Kladno, Smeral a dit que les ouvriers communistes, dans les usines, sont souvent plus responsables des défauts du parti que le Comité Central. C'est une singulière façon de poser la question. Le Comité Central d'un parti communiste a précisément pour fonction de diriger l'avant-garde du parti. Comment des dirigeants peuvent-ils se justifier en arguant du défaut d'énergie des membres du parti ? L'affirmation de Smeral et d'autres camarades, que l'opposition ne peut pas diriger le parti, n'est pas justifiée. Brandler et ses amis nous en disaient autant de la gauche allemande. Les faits ont montré qu'ils avaient tort. De nouvelles forces prolétariennes croissent dans nos partis communistes — et il ne peut pas en être autrement — capables de diriger le mouvement. Nous ne voulons pas dire que des militants tels que Zapotocky et Smeral ne doivent pas entrer dans le nouveau Comité Central. Ils y sont nécessaires. Mais le parti, s'il veut remplir ses devoirs, doit assurer dans son Comité Central, par l'entrée de nouveaux éléments ouvriers, une majorité ferme.

Ce serait un grand malheur pour votre mouvement si le conflit entre les communistes de droite et les partisans de la politique du V^e Congrès de Moscou s'aggravait du fait de considérations nationales. On nous dit qu'on a tenté de présenter le conflit comme mettant aux prises les communistes tchèques et ceux des autres nationalités. Il va de soi que c'est insoutenable. Il s'agit de questions principielles du mouvement communiste international. Sous aucun prétexte, il ne faut les confondre avec d'autres. Permettez-nous d'être franc une fois de plus et d'éclairer un des côtés fâcheux de la vie de notre parti frère de Tchécoslovaquie. Nous pensons au provincialisme. Chacun d'entre nous est patriote de son parti. Il doit en être ainsi. Mais le meilleur attachement au Parti est celui qui voit aussi les défauts du parti. Dans le Parti tchèque et surtout à sa tête, il y a beaucoup de provincialisme. Les questions ne sont pas toujours posées en principe, mais gravitent autour de personnalités. N'y a-t-il pas par exemple un provincialisme profond dans les articles de Hula qui nous blâme d'avoir critiqué le camarade Vanek. Tout militant sérieux du P. C. T. sait que le camarade Vanek n'a pas encore éliminé les vestiges du centrisme et que le centrisme exerce encore son empire à un plus haut degré sur des camarades tels que Bubnik. Si nous le disons, nous n'entendons évidemment pas nous livrer à des attaques personnelles contre Vanek ou Bubnik. Il s'agit d'une bataille d'idées dans laquelle Hula, au lieu de comprendre qu'il est inutile de jurer fidélité aux résolutions du V^e Congrès et à la bolchévisation du parti sans éliminer chez soi

les survivances de centrisme, tente de rabaisser le débat au niveau de critiques personnelles adressées à Vanek.

Il est grand temps d'en finir avec le provincialisme. Il est grand temps pour un parti aussi puissant que le P. C. T. d'entrer dans la voie du bolchévisme. Le P. C. T. ne peut demeurer à l'écart des problèmes mondiaux intéressant l'I. C. Il n'est pas admissible que le P. C. T. se désintéresse de questions telles, par exemple, que la question allemande et la question russe. Certains leaders de la droite ont intentionnellement cultivé le provincialisme, tout en empêchant les communistes tchécoslovaques de s'informer sur ces questions vitales pour l'Internationale.

Nous le répétons, le P. C. T. a un grand avenir. Nous le considérons comme un des principaux partis de l'Internationale. Il aura, dans un avenir rapproché, à soutenir de grandes luttes. Écartons du débat tout ce qui est mesquin, épisodique, personnel, insignifiant. Songeons que ce congrès décide les destinées du parti. Dans tous les cas, la réorganisation du parti sur la base des cellules d'usine doit s'accomplir. C'est le seul moyen de former au Parti des cadres et un armement solide. Ce congrès doit être un grand pas vers la bolchévisation du parti. Nous sommes convaincus que chaque délégué fera son possible pour collaborer à la liquidation des difficultés et que le parti se groupera, comme un seul homme, autour de son nouveau comité central. De notre côté, nous ferons pour vous aider, tout ce qui est en notre pouvoir.

Salut fraternel.

G. ZINOVIEV.

II

Discours du délégué de l'Exécutif de l'I. C., Manouilski

Les qualités du P. C. T. — La question russe et Kreibich

L'orateur apporte au congrès le salut de l'Exécutif de l'I. C. Tous les partis communistes — et aussi tous nos ennemis — dit-il, attendent de ce congrès le dénouement de la crise du P. C. T. Coïncidence remarquable : Angelica Balabanova, la militante menchévique exclue cette année du P. C. R., séjourne en ce moment à Prague, tâtant vraisemblablement le terrain aux fins de fonder une Internationale II 1/2. Ces espérances, vous les décevez !

La situation tchécoslovaque est une des meilleures de l'I. C., l'Internationale le sait. Elle a des organisateurs remarquables, comme le camarade Zapotocky et, en Smeral, un chef habile. Son avenir est assuré par la gauche avec laquelle l'Internationale s'est clairement solidarisée et qui saura modifier l'orientation du parti dans le sens révolutionnaire. Et nous comptons aussi sur les jeunesses.

Mais nous ne sommes pas ici pour décerner des éloges à un parti dont les qualités sont justement appréciées. La méthode bolchévique de notre Internationale nous impose de parler franchement de nos fautes et de nos défauts, afin de les corriger. Pratiquement, à ce congrès, la critique se situe ainsi au premier plan. Je la ferai au nom de l'I. C., en communiste, c'est-à-dire sans y mettre des formes. Les considérations d'amour-propre n'ont pas d'importance pour des révolutionnaires, mais la clarté et la franchise sur la situation des partis en ont.

Le seul fait que le P. C. T. discute encore des questions réglées par le mouvement ouvrier international et le V^e Congrès de Moscou montre

que tout n'y est pas sain. La première question est celle de la discussion du parti russe. Les mérites de Kreibich, en qui nous estimons un des cofondateurs de l'I. C., ne sont pas contestés. Mais j'ai là un article où il est dit, en somme qu'il s'est agi de « russifier les directions des partis communistes, d'y résoudre par la méthode russe le problème de la direction ». Or, nous avons discuté en Russie de la démocratie dans le Parti ; la discussion a mis en danger les conquêtes révolutionnaires et le pouvoir même du P. C. R. Et dans cette affaire si importante, le P. C. T. ne prend position qu'un an après ?

La question allemande.

Kreibich s'est aussi exprimé sur la question allemande. « Nous avons, dit-il, le devoir d'étudier la défaite d'octobre. » De l'étudier seulement ? Nous ne sommes pas une société d'études, nous devons tirer des conclusions pratiques. Nous écrivions l'an dernier que le sort du prolétariat européen se jouait sur la carte allemande. A la suite de grosses fautes commises par les dirigeants du P. C. allemand, nous avons perdu cette bataille. Le P. C. A. a traversé une crise dangereuse, dont il s'est tiré à son avantage, grâce à l'intervention de l'I. C., qui a su trouver une base de collaboration avec la gauche. On en discute encore en Tchécoslovaquie !

Les faiblesses du P. C. T.

Le P.C.T. a, à Prague, 28.000 membres ; à ses manifestations dans la rue, il vient 7 à 12.000 camarades. A Moscou, nous avons 150.000 membres et il vient à nos manifestations un demi-million d'hommes. Nous sommes au pouvoir, sans doute. Mais vous avez à mobiliser vos sympathisants. La réserve de sympathisants qui, ailleurs, existe hors du parti, existe chez vous dans le parti et influence ses chefs.

Quand on parle politique avec Smeral il ne cesse de demander de la prudence, au contraire de Danton qui exigeait de l'audace. Mais il faut que le parti soit orienté par les éléments actifs de la classe ouvrière. Nous apprécions beaucoup que le P. C. T. est vraiment un parti de masses ; il doit le rester ; mais la théorie de la majorité statistique du camarade Hula, qui voit dans les décisions du V^e Congrès un péril pour cette majorité, est bien dangereuse.

Un fait caractéristique, c'est que l'organe du parti ayant censuré des articles inadmissibles, on a voulu recourir au syndicat des journalistes pour combattre cette censure.

A la conférence des Conseillers municipaux communistes, le représentant du groupe des conseillers municipaux a dit que les assistants devaient se considérer davantage comme les élus des municipalités que comme des communistes. Dans le parti russe, on se ferait exclure et du parti et de l'administration locale pour des propos de ce genre...

Enfin, le P. C. T. a trop d'attaches encore avec son environnement bourgeois. Au IV^e Congrès de l'I. C., nous constatons la même chose pour le Parti français (compromissions dans les syndicats, franc-maçonnerie, etc.). Frossard et ses amis invoquaient le caractère de masses du parti et faisaient la théorie du parti « grande amitié ».

Il y a en Tchécoslovaquie des faits analogues. Nul ne songe pourtant à comparer Smeral à Frossard ou Hoeglund. Smeral est trois fois plus malin que ces deux-là pris ensemble et a, depuis de longues années, des attaches avec le mouvement ouvrier. Mais sa prudence exagérée nous paraît fâcheuse.

Une crise grave peut-elle être évitée ? — Le cas Kreibich

La crise du P. C. T. est très fardive. Nous savons que le développement de l'I. C. en une Internationale véritable doit être difficile. Tous nos partis ont traversé des crises graves. Deux en France, avec l'exclusion d'Henri Fabre, puis le départ de Frossard. Une en Italie où nous avons perdu pour un temps Serrati ; les cas Levi et Frieslaender en Allemagne (ces deux hommes avaient pourtant rendu de grands services). Partout on nous a invités à ne pas être trop prompts afin de ménager les masses. En Allemagne, Clara Zetkin et Radek ont insisté dans ce sens, surestimant l'importance de Levi et consorts. Partout, il s'est trouvé des camarades pour nous conseiller la prudence menchévique ! — Nous comptons bien que le P. C. T. éviterait une crise grave ; mais au cours de ces jours derniers elle nous a paru presque inévitable.

La situation nouvelle est créée par le cas Kreibich. Après son article du 16 juillet sur le gouvernement ouvrier et paysan, nous avons amicalement combattu ses erreurs et pensé que la question se réglerait dans les limites de la discipline du Parti. Notre optimisme était si grand que Dolezal écrivait, après le Conseil National des 31 juillet et 1^{er} août, que la crise était liquidée. Mais alors Kreibich la rouvrit avec un article inadmissible.

Il apparaît que Kreibich est en désaccord avec nous, non seulement dans la question du gouvernement ouvrier et de la direction du parti, mais sur presque toutes les décisions du V^e Congrès, excepté celle concernant la tactique syndicale.

Invité par la Direction du parti à s'expliquer, Kreibich a déclaré retirer son article, n'ayant nullement eu l'intention de combattre les décisions de l'Internationale. La délégation de l'I. C. doit, elle, insister pour que la majorité de la Direction du parti se prononce sur le contenu même de l'article de Kreibich. Kreibich, en effet, a souvent paru interpréter aussi la pensée de Smeral et Zapotocky. Il faut que nous sachions s'il y est autorisé.

La Direction du parti a repoussé la motion de la gauche, n'estimant pas nécessaire de juger le contenu d'un article que Kreibich ne publiait pas. Elle n'a pas défini son attitude politique. Nous demandons qu'elle condamne l'article de Kreibich. Zapotocky nous a objecté que ce serait risquer une scission.

L'Internationale ne le craint pas. Mais s'il en était ainsi, ce serait que Smeral, Zapotocky, Mouna doutent. Nous voulons le maximum de clarté et de publicité.

Smeral semble accorder trop d'importance aux personnalités. Un parti communiste doit discuter hardiment les grandes questions du mouvement. Smeral, d'ailleurs, discute avec rigueur sur un article de Manouïlski. La netteté et la vigueur des discussions constituent un élément de bolchévisation du parti. Je crois nécessaire de rappeler comment se comportait Lénine à ce égard, comment il combattit Plékhanov et Martov, toutes les tendances nocives, sans perdre le contact avec les masses.

La Direction du Parti

La conférence de Brunn a montré qu'on peut à la fois approuver toutes les décisions du 5^e Congrès de Moscou et exclure de la direction du Parti deux des leaders les plus en vue de la gauche.

Si ce congrès veut avoir un conseil de la délégation de l'I. C. sur l'élection du Comité Central, nous sommes d'avis que la composition du

nouveau C. C. doit offrir une garantie de l'application des décisions du 5^e Congrès. La moitié des postes devrait être accordée à la gauche.

Kreibich a écrit que l'I. C. tenait à écarter une partie des leaders actuels des partis, de manière à ce que la Direction de ceux-ci fût analogue à celle du P. C. russe. Je tiens à déclarer que l'I. C. n'y a pas songé. Mais c'est un fait qu'il y a deux éléments dans le mouvement communiste international. Il y a ceux qui sont venus à l'I. C. après la guerre, par les batailles révolutionnaires de l'Allemagne et d'autres pays sans être chargés d'un passé social-démocrate. Ces éléments poussent l'I. C. à gauche, parfois un peu de trop, comme c'est le cas pour Bordiga.

Et il y a le cadre des militants et des chefs d'avant-guerre, qui ont une grande expérience et bien des préjugés social-démocrates. L'Internationale pense à réaliser une utile synthèse de ces deux éléments.

Pratiquement, dans le P. C. T., les vieux chefs éprouvés doivent rester en tête, renforcer par les jeunes de la gauche. C'est la solution du problème de la direction dans toute l'Internationale.

Les tâches pratiques du P. C. T. — La question nationale

J'arrive aux tâches pratiques du P. C. T. Dans la question du gouvernement ouvrier et paysan, la ligne suivie par la gauche coïncide pleinement avec celle de l'I. C. La question ne s'est pas posée par une initiative spontanée des masses. Le professeur bourgeois Radl a écrit que le P.C.T. était mûr pour devenir un parti gouvernant. Et c'est pourquoi Kreibich a posé la question en termes parlementaires.

Ce qu'il faut, en Tchécoslovaquie, c'est réaliser l'alliance des ouvriers, des paysans pauvres et des minorités nationales opprimées. Les élections en Ruthénie des Carpathes ont montré quelles grandes possibilités s'offrent à nous dans ce domaine.

A la base, un programme concret de combat ; guerre à l'impérialisme, guerre à la guerre, guerre aux impôts, guerre pour la terre.

Il y a une déclaration de l'Exécutif sur la question nationale en Tchécoslovaquie, qui a été rendue nécessaire par les difficultés que rencontre le P. C. T. à faire une bonne politique des nationalités. Les travailleurs tchèques, qui furent, pendant des siècles, opprimés dans la monarchie austro-hongroise, ont encore un sentiment national tenace. Une solution mécanique, à la Kreibich, du problème des nationalités n'est donc pas possible. Le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation complète doit être affirmé et expliqué ; ce n'est pas que nous préconisons la séparation complète. Il s'agit d'un principe d'éducation du prolétariat, d'extirpation du chauvinisme, principe qui offre précisément aux classes laborieuses de différentes nationalités la meilleure plate-forme de collaboration. Communistes, nous avons, en prenant le pouvoir, intérêt à posséder des territoires économiques aussi larges que possible ; mais la fédération et la collaboration de nationalités différentes ne peuvent être assurées que par leur droit à l'indépendance complète.

Smeral disait, dans un discours de Kladno, que les travailleurs hongrois de Tchécoslovaquie ne peuvent poser pratiquement la question de la séparation, à cause du régime Horthy en Hongrie. Nous devons, nous, apprendre aux ouvriers à combattre le nationalisme bourgeois.

La question syndicale

Les gens d'Amsterdam ont intérêt à stabiliser l'équilibre entre leur F. S. I. et l'I. S. R. Nous avons intérêt à rompre l'équilibre en notre avantage. De ce point de vue, la résolution de la conférence de Brunn est

mauvaise. On y a perdu de vue que le premier objectif actuel, c'est le rétablissement de l'unité syndicale nationale et internationale.

Nous ne pensons pas dissoudre les syndicats rouges de Tchécoslovaquie avant le rétablissement de l'unité syndicale dans ce pays, je le déclare formellement. Mais la grande question de l'heure présente, c'est celle de l'unité.

Manouïlski, concluant, invite les délégués à accueillir ces critiques comme celles d'un camarade désireux de collaborer utilement à un congrès dont les tâches sont à la fois théoriques et pratiques. « On dit que ce congrès travaille divisé en deux Chambres, première Chambre et deuxième Chambre. Je ne suis pas assez informé pour le savoir. Mais j'espère que vous opterez, camarades, pour la chambre unique et du même coup pour l'Internationale Communiste. »

De longs applaudissements marquent la fin du discours du délégué de l'Exécutif.

III

Discours de Treint

(délégué de l'Exécutif de l'I. C. et du P. C. Français)

Vers la bolchévisation du P. C. T. — Les effectifs des partis et la lutte contre la droite. — L'opposition internationale. — L'erreur d'une théorie mécanique du capitalisme.

**

La crise actuelle du P. C. T. ne constitue qu'un pas vers la bolchévisation de ce Parti. L'expérience internationale montre que ce n'est pas sans difficulté qu'un parti communiste se crée. Pensez aux crises si dures que traversa le parti bolchévik russe pour naître de la social-démocratie !

Notre Parti français vous offre un autre exemple. Après Tours, il doit encore, sans cesse, combattre l'opportunisme. Un bon camarade, un homme qui, pendant la guerre, avait eu une fière attitude, Verfeuil, est à combattre et à éliminer. Il forme dans le parti une droite. Frossard soutient cette droite.

En dernier lieu, après la lutte avec Frossard, autre renaissance de l'opportunisme, au cours de laquelle nous avons à combattre des militants aussi éprouvés que Rosmer, Monatte, Souvarine, qui avaient travaillé aux premiers rangs de l'Internationale Communiste. Nous avons mené la lutte à fond, jusqu'à les vaincre complètement.

Zapotocky, qui est un de nos meilleurs organisateurs, disait hier que la discussion du P. C. T. a coûté au parti 40.000 adhérents. Tous les partis, camarades, qui se sont prémunis contre l'opportunisme, y ont toujours gagné davantage qu'ils n'y perdaient.

Depuis que le P. C. T. français a successivement écarté de sa direction Frossard et Souvarine, il a gagné 25.000 nouveaux membres, le tirage de son organe principal a augmenté, une menaçante crise financière a été réglée en cinq semaines.

Le P. C. russe gagnait 200.000 nouveaux membres ouvriers en même temps qu'il liquidait une opposition opportuniste.

Zapotocky a parlé de la souveraineté du P. C. T. chez lui : cette idée relève de la II^e Internationale et non de la nôtre.

Frossard même n'écrivit jamais rien de comparable à l'article de

Kreibich. L'excuse de Kreibich qu'il n'avait pas d'intentions hostiles à l'I. C. est de peu de poids. Cet article contient des attaques véhémentes contre l'I. C. Smeral et Zapotocky nous ont dit n'être pas d'accord avec cet article, mais se sont refusés à y voir une vive attaque contre l'I. C.

Il est bien d'adopter de bonnes résolutions et de prendre d'excellents engagements. Il est mieux d'avoir une claire doctrine bolchévique. Où est celle-ci dans une direction de parti qui se refuse à sortir de l'équivoque ?

« Nous ne voulons pas vous imposer une volonté étrangère à la vôtre, mais vous faire bénéficier de l'expérience des autres partis. Nous sommes au seuil d'une époque, peut-être courte, de renaissance du capitalisme sous des formes démocratiques et pacifistes, d'une époque particulièrement dangereuse pour les partis communistes. Il faut d'autant plus de clarté et de ferme direction bolchévique

Nous sommes contre les fractions. Mais l'expérience française nous apprend que la responsabilité de la formation des fractions incomba toujours aux droites opportunistes. Contre les fractions, pour la formation de vrais Partis bolcheviks, il y a un remède : le bloc de toutes les forces vraiment communistes contre les droites, et la lutte à fond, sans les hésitations de Smeral.

La « gauche » de l'Internationale, en combattant l'opportunisme, combat pour l'unité véritable du Parti, et non pas pour celle de l'opportunisme avec les éléments révolutionnaires. Il est facile de s'attacher les masses ouvrières si l'on s'adapte à leur mentalité arriérée comme le fait la social-démocratie. Nous voulons mobiliser les masses contre le capitalisme, et on ne peut le faire que par la lutte contre l'opportunisme.

Lorsque la gauche et le centre ne collaborent pas contre la droite, l'I. C. doit soutenir la gauche. Mais nous pensons que le centre du P. C. T. condamnera aussi Kreibich.

Dans son discours de Kladno, Smeral a, après des mois d'habile silence, défendu avec art la droite. Muna, lui, se tait ou parle sans presque rien dire. Kreibich, enfin, parle quand il devrait se taire, ce qui complique les choses à l'extrême.

Tous les membres de l'opposition russe ont, comme lui, prétendu n'émettre que des opinions personnelles. Kreibich, néanmoins, n'a pas fait autre chose que jeter les bases d'une fraction. Il n'est pas contre l'I. C., explique-t-il, mais contre sa ligne politique. Reproche-t-il à cette ligne politique de faire le jeu de la bourgeoisie ? Qu'il le dise.

L'article de Kreibich a une importance internationale. Monatte, Brandler, Souvarine, l'opposition russe ont tenu ce même langage. Cette opposition espérait que la Russie soviétiste et l'I. C. traverseraient une ère de difficultés, non pour les combattre avec nous, mais pour faire triompher son point de vue. Les symptômes d'une opposition internationale se multiplient. Monatte s'est abstenu d'écrire contre Hoeglund, comme je le lui avais demandé. Thalheimer écrit de nouveau contre l'I. C., quoique plus habilement que Kreibich.

Ici même, le camarade Muna a accordé la parole à Sonnenschein, venu au Congrès sans mandat. Nous voulons du travail organisé, bolchevik. Je proteste contre cet abus, au nom de l'I. C.

L'opinion de la droite, à laquelle appartiennent aussi d'excellents camarades, c'est que nous avons affaire à une longue période de démocratie pacifiste et de consolidation du capitalisme, sous l'égide du capital américain. Cette opinion est fautive. Le déclin du capitalisme n'est pas analogue au coucher du soleil majestueux ; il s'accompagne de constantes

Pour la clarté idéologique du Parti

— 117 —

crises. C'est au prix de l'exploitation renforcée des colonies et de certaines masses prolétariennes d'Europe que le capitalisme doit chercher à sauver ses profits.

Le prolétariat français, allemand, italien ne se laissera pas réduire en esclavage par le capital américain. Il peut arriver que, dans quelques pays, le capitalisme traverse une phase de relèvement, concomitante avec son déclin dans d'autres pays. Mais le déclin du capitalisme ne sera pas comme un coucher de soleil. La bourrasque — révolution prolétarienne — le hâtera.

La droite reproche à la gauche une conception mécanique du développement économique. Laquelle l'est plus que celle du déclin continu du capitalisme ?

L'orateur aborde l'examen des devoirs immédiats du P. C. T. et développe une argumentation voisine de celle de Manouïlski, sur la passivité du Parti, la question paysanne, la politique parlementaire et municipale.]

Un parti ne peut vaincre que s'il y a une claire doctrine ; ou il périclète comme les Jacobins ont péri.

La discussion qui s'achève a beaucoup fait pour éclaircir vos doctrines. Il vous reste à asseoir le Parti sur la base des cellules d'usines, à vous attacher solidement les paysans pauvres.

Smeral s'est désolidarisé des vues de Kreibich et Hula sur le gouvernement ouvrier. Mais souscrit-il à toutes les décisions du 5^e Congrès ? Ne vous laissez pas tromper par des habiletés, camarades. Brandler ne parlait pas de politique de coalition, mais faisait une politique de coalition.

L'orateur, avant de terminer, apporte au Congrès l'assurance que le P. C. français s'opposera avec énergie, en toutes circonstances, à l'impérialisme français, vis-à-vis duquel le gouvernement tchèque se trouve dans une sorte de vassalité. Il demande au P. C. T. d'appliquer réellement la résolution de l'I. C. sur la question des nationalités, de lutter pour l'unité syndicale et de se choisir un Comité Central vraiment communiste.

Le sens des élections allemandes

par Ruth Fischer

L'incertitude de la bourgeoisie allemande

Les prophètes du menchevisme international ne cessent d'annoncer, dans tous les pays, que le danger communiste, c'est-à-dire le danger de la révolution sociale, est définitivement écarté de l'Allemagne.

A l'époque de l'inflation et de l'occupation de la Ruhr, l'Allemagne se tenait, sans aucun doute, fermement au bord du « précipice » révolutionnaire, mais, grâce à l'attitude « si sage et si raisonnable » de la social-démocratie, les ouvriers allemands s'éveillaient peu à peu à la réalité et sont prêts maintenant à faire une « politique de prudence ».

Mais la dissolution subite du Reichstag — à côté de beaucoup d'autres phénomènes — est la preuve du caractère absolument erroné des affirmations menchevistes.

En général, on ne parle, en Allemagne, depuis cinq à six mois, que des effets si bons et si abondants du plan Dawes. Avec beaucoup de peine, le Reichstag l'a accepté ; ce fut sa seule action. Et la mise en pratique de cet « avis des connaisseurs » (le plan Dawes) vient à peine de commencer.

Au lieu de l'abondance promise, de la fortune, du repos, de la prospérité, des satisfactions qu'on en attendait, quelques faits très désagréables commencent à rendre aigre la vie des pasteurs du salut mencheviste.

Le chômage ne diminue pas : durant la première quinzaine d'octobre, 473.000 chômeurs étaient officiellement inscrits sur le registre des allocations d'Etat, et, au centre des mines, à Solingen, l'augmentation des sans-travail est continuelle.

Le prix de la vie augmente : selon la statistique gouvernementale, la hausse est de 6,9 %, mais, attendu que les chiffres des rapports officiels sont toujours, dans ce domaine, bien au-dessous de la vérité, on peut, sans crainte d'exagérer, remonter ce chiffre à 8 et même 9 %. La gravité de cette situation est d'autant plus sensible que 100.000 petits paysans ont été frappés par une très mauvaise récolte, cependant qu'ils sont accablés d'impôts et d'hypothèques. De ce fait, il est évident que ces paysans ne sont nullement enclins à croire que les banquiers américains apportent la prospérité de l'Allemagne.

Les salaires sont extraordinairement bas : en moyenne, 15 à 20 mark par semaine ; en certains endroits, 12 mark, et même moins !

A tout cela vient encore s'ajouter une écrasante charge d'impôts, particulièrement d'impôts locaux, qui entraînent la hausse des loyers, et une série d'autres impôts, directs et indirects, prévus au plan Dawes. Aussi les paysans recommencent à être mécontents ; ils ne croient plus à l'abondance annoncée que devait amener le plan Dawes, à cette abondance attendue, toujours attendue.

La question des salaires est maintenant à l'ordre du jour de toutes les usines, de même que celle de la réapplication de la journée de huit heures. Mais les politiciens et économistes bourgeois, de même que les

menchevistes allemands, savent très bien que cette question des huit heures ne doit pas se poser dans l'Allemagne du plan Dawes.

Ils savent que la crise actuelle va encore s'aggraver. Ils savent que les masses auxquelles on a promis du pain, le repos et la paix, grâce au mirifique pouvoir du banquier Morgan, pourront se révolter de nouveau. Ils savent qu'il existe un Parti communiste qui a bénéficié de l'expérience de six années et va travailler à transformer le mécontentement des masses en énergie révolutionnaire.

C'est pourquoi les agents du Capital, les agents de Morgan, ne se sentent nullement en sécurité en Allemagne, bien qu'ils haussent le ton et malgré qu'ils hurlent : « La révolution est liquidée ! »

Le profit attendu des élections anglaises a été annulé

A cette incertitude intérieure de la situation allemande s'ajoute encore celle de la politique extérieure, qui menace d'ébranler la base chancelante de la « stabilisation allemande ».

Un des principaux moyens employés par les social-démocrates et les politiciens « républicains » (il en a de nouveau en Allemagne, depuis quelques mois) dans la campagne contre le mouvement révolutionnaire, c'est de présenter sous de riantes couleurs l'image de la nouvelle ère de la paix et de la démocratie mondiale, ère qui a eu son premier effet dans l'avènement de Mac Donald à Londres, qui a comme appui solide le bon, le sérieux Herriot en France, et pour laquelle on doit créer, comme troisième chaînon, le bloc de gauche républicain en Allemagne. Cette agitation a un certain succès : les masses aiment mieux entendre parler de la paix que de la guerre.

C'est ainsi que les social-démocrates et les petits-bourgeois, en Allemagne, annonçaient, depuis quelques mois, que leur « système garanti » empêcherait dorénavant toute guerre. Les élections anglaises viennent d'annuler, d'un trait, ce compte si bien établi. Il est vrai que la Chine était déjà, dans ce compte, un chapitre très désagréable pour nos mencheviks, chapitre qu'ils tentèrent de compenser par celui de leurs cris assourdissants contre les soi-disant violences exercées en Géorgie.

Les social-démocrates et les bourgeois « de gauche » n'avaient pas prévu un tel résultat des élections anglaises... Aussi, voyons-nous le bâtiment du « pacifisme mondial » éclater par tous ses joints.

Pourquoi le Reichstag a-t-il été dissous précisément à ce moment ?

Différents facteurs ont concouru à amener la dissolution du Reichstag à ce moment précis. Nos grands agrariens et nos grands industriels ont besoin d'un gouvernement « stable » œuvrant, comme défenseur des capitalistes internationaux, afin que les capitalistes allemands puissent en tirer leur profit, cependant que les ouvriers allemands en feront les frais.

L'industrie allemande se sent maintenant assez forte pour faire ouvertement, en grand, cette politique, sans qu'elle ait besoin de la masquer d'amabilités social-réformistes ou autres vis-à-vis des ouvriers.

Quelques politiciens du Centre (du genre Wirth), quelques démocrates (l'espèce allemande la plus curieuse), ainsi que les social-démocrates, sont très mal à l'aise. En premier lieu, ils veulent leur part de pouvoir gouvernemental, c'est-à-dire qu'ils désirent purement et simple-

ment avoir des sièges ministériels et des postes de fonctionnaires. En second lieu, ils craignent que la stabilisation aux couleurs social-démocratique-pacifistes amène rapidement une aggravation des contrastes de classes, parallèlement à une augmentation des forces du P. C. allemand. C'est pourquoi, durant quelques mois, on les a entendus hurler en chœur : « Prenez-nous donc au gouvernement ! Nous sommes la seule, la véritable sauvegarde, la garantie contre le bolchevisme et la révolution ! »

Le problème de la dissolution du Reichstag revient donc, en fait, au problème d'un gouvernement conforme au but voulu en exécution du plan Dawes. Et, afin de résoudre la question par une solution adéquate aux intérêts de la bourgeoisie, on accorde aux communistes le moins de votes possibles ; enfin, pour couronner la duperie de la stabilisation, on choisit le moment le plus favorable, le moment où les effets du plan Dawes n'ont pas encore commencé à se faire sentir pleinement.

On le voit, ce n'est pas par pur hasard que le Parti social-démocrate a choisi son moment pour « mugir » bruyamment en faveur de la dissolution du Reichstag ; il n'ignore pas, néanmoins, que sa nouvelle duperie sera démasquée avec éclat, dans quatre ou cinq mois, devant les masses.

Objectivement, ces mugissements du P. S.-D. pour la dissolution ont été une aide apportée à la volonté de lutte de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Les difficultés du P.C.A. dans la situation actuelle

Immédiatement après la dissolution du Reichstag, une chasse acharnée aux communistes fut entreprise. Elle dépassa tout ce qui avait été vu jusqu'alors. La caractéristique de la situation s'exprime nettement par le nombre immense de camarades incarcérés, par les fortes peines qui leur furent infligées (en majorité, les travaux forcés ou le *Zuchthaus*, peine infamante équivalant, dans ses effets civiques, à la réclusion en France) et par la ténacité des persécutions, le tout visant à détruire l'appareil dirigeant du Parti et à décapiter l'état-major communiste.

La misérable démocratie allemande se trouve tellement en position de colosse aux pieds d'argile, qu'elle n'est même plus capable de s'offrir le luxe d'un allègement apparent en faveur de la liberté d'agitation électorale. Toute la fraction communiste du Reichstag est poursuivie. Le travail des communistes est rendu difficile, précisément à l'époque des élections, et de telle façon qu'une agitation systématique de l'état-major du Parti est devenue impossible.

Mais ces persécutions sont la démonstration claire de la faiblesse de la position de notre adversaire. Si la bourgeoisie n'avait pas engagé son offensive, le Parti communiste allemand — même en cette première période de conséquences du plan Dawes — aurait tellement renforcé son influence dans les masses par les élections, que le riant tableau d'une « Allemagne pacifique et stabilisée » eût été fort désagréablement piqué de quelques taches rouges.

Aussi, pour préparer cette offensive contre la classe ouvrière, pour mettre en exécution la colonisation de l'Allemagne, pour transformer 20 millions d'ouvriers, employés, fonctionnaires, petits paysans, en coolies du capital financier international, la bourgeoisie allemande, unie aux social-démocrates, doit surenchérir sur tout ce qu'elle a expérimenté les

années passées — et ce n'était déjà pas peu de choses ! — pour arriver à réprimer, à chicaner le P. C. allemand.

Il est clair que de telles actions peuvent, en vérité, créer quelques difficultés organiques, mais il est clair aussi qu'elles aboutissent à un réel accord entre les militants communistes, accord à la faveur duquel l'élite du prolétariat allemand vient se grouper en rangs serrés autour du drapeau communiste, précisément en raison des persécutions subies.

La terreur des travaux forcés, la terreur de la bourgeoisie peut, certes, jeter la perturbation dans notre travail d'organisation ; elle peut aboutir à nous enlever quelques mandats ; mais ce qu'elle ne pourra empêcher — et ceci va compenser mille fois nos pertes — c'est la cohésion, l'élan, le courage, la claire connaissance de la situation que va acquérir la classe ouvrière allemande du fait de ces élections au Reichstag.

Ce sera là le profit positif de la période électorale, profit d'autant plus considérable que le P. C. A. utilise la campagne pour préparer les nouvelles luttes qui résulteront inévitablement de l'application du plan Dawes, pour préparer une grande mobilisation des usines et des syndicats, pour faire, même, un travail plus intensif parmi les paysans.

Le résultat des élections au Reichstag

Tels seront les résultats des élections du 7 décembre. On peut déjà dire aujourd'hui que la représentation n'en sera pas officiellement changée. Ce qu'il importe de savoir, c'est si le parti social-démocrate participera, ouvertement ou en coulisse, après les élections, à une quelconque coalition gouvernementale. D'ores et déjà, il est absolument certain que la future coalition englobera au moins le *Deutsche Volkspartei* (Parti populiste), c'est-à-dire le parti des grands industriels.

D'ailleurs, l'appel électoral du Parti social-démocrate est très caractéristique : il tient les ponts ouverts de tous les côtés ; il n'exclut même pas une coalition avec les nationalistes réactionnaires, si combattus durant la campagne. Le parti social-démocrate a aujourd'hui la langue bien pendue : il promet aux masses du pain, la journée de huit heures, des salaires plus élevés, la paix mondiale et toutes sortes de choses mirifiques.

Mais le nouveau gouvernement qui va surgir des élections ne donnera rien de toutes ces promesses électorales. Après les élections, le P. S.-D. abaissera les cartes avec lesquelles il aura vécu durant quelques mois.

Il a essayé de persuader à ses adhérents qu'une dissolution du Reichstag changerait absolument la face des choses. Mais, une fois la dissolution prononcée, rien n'est changé, sinon que le Parti communiste se trouve en meilleure position du fait qu'il a la possibilité de mieux s'élever contre la duperie de la « stabilisation ».

Déjà, le résultat des élections à Hambourg a fort consterné les tenants de la « démocratie », car, pas plus que le Parti communiste n'était battu, anéanti, comme ils se l'étaient imaginé, le parti social-démocrate ne gagnait des sièges. Bien au contraire, la coalition démocratique actuelle a été rompue, et il faudra, à Hambourg comme ailleurs, se résoudre à la « grande coalition », ce qui revient à faire directement le contraire de ce qui avait été promis aux adhérents social-démocrates.

La dissolution du Reichstag est l'expression même de l'incertitude intérieure ; elle est la suite des émeutes ; elle souligne nettement combien est chancelante la base de la stabilisation allemande.

La révolution allemande n'est pas morte ; elle vit toujours. Chaque persécution, chaque nouvelle arrestation d'un communiste en Allemagne est une preuve de l'angoisse brûlante de la bourgeoisie allemande en face de la seule force capable de guider la classe ouvrière.

En cette période, le Parti communiste allemand a le devoir de grouper les masses pour la lutte contre le plan Dawes, d'organiser la campagne pour le pain, pour l'augmentation des salaires, contre le chômage, pour la journée de huit heures, contre les charges écrasantes des impôts.

Le Parti communiste doit devenir, mieux encore qu'il ne l'a été jusqu'ici, le représentant des larges masses ouvrières et paysannes. Non seulement du fait de la campagne électorale même, mais aussi du fait de l'éclaircissement de la situation que projettera le nouveau Reichstag, situation qui rendra difficile au parti social-démocrate allemand son hypocrite opposition, le Parti communiste allemand marquera un grand pas en avant.

DOCUMENTS

Les Syndicats russes et la F. S. I. d'Amsterdam

Une lettre de l'Internationale d'Amsterdam au Conseil Central des Fédérations professionnelles Panrusses

Camarades,

Dans sa séance du 11 septembre, notre Comité Exécutif a examiné votre lettre du 26 juillet et nous charge de vous répondre ce qui suit :

La reconstitution de l'unité syndicale, de la destruction de laquelle nous ne sommes pas responsables, fut toujours notre vœu, et nous l'avons déclaré à plusieurs reprises. Nous sommes complètement d'accord avec vous sur le fait « que la lutte entre le capital et le travail, qui devient de plus en plus aiguë, ne réussira que lorsque les forces des organisations économiques prolétariennes seront concentrées et lorsque l'unité du mouvement professionnel international sera réalisée ».

Il faut remarquer que votre politique diffère foncièrement de la nôtre, notamment quant à votre tactique, qui est plus radicale. Il n'est pas facile actuellement de faire un accord complet, mais nous ferons tout notre possible pour résoudre ce problème.

Avant que nous décidions d'engager des pourparlers avec vous, comme vous nous l'avez proposé, nous désirerions que vous nous élaboriez un plan écrit qui pourrait servir de base à notre décision — un plan d'après lequel nous pourrions examiner les questions de principes et de tactique sur lesquelles il est possible de s'accorder. Nous vous prions donc de vouloir bien nous faire parvenir une motion d'après laquelle

nous nous déciderons, si toutefois il est possible de trouver une base générale à notre accord.

Les décisions de notre Congrès de Vienne concernant les pourparlers au sujet de l'unité internationale du mouvement syndical sont toujours en vigueur, et il est inutile d'expliquer la raison pour laquelle nous ne pouvons les modifier aujourd'hui sans notre Conseil général ou sans un autre Congrès.

En attendant votre réponse, nous vous envoyons nos salutations internationales.

Le Président : PURCEL ; le Secrétaire : OUDEGEEST.

Réponse du Conseil Central des Fédérations professionnelles Panrusses à l'Internationale d'Amsterdam

Camarades,

Le 20 septembre, nous avons reçu votre lettre du 11 du même mois, mais nous n'avons pu vous répondre plus tôt, parce que le Conseil Central des Fédérations Professionnelles Panrusses ne s'est réuni que le 23 octobre.

Avec beaucoup de satisfaction, nous acceptons votre déclaration au sujet de l'unité internationale du mouvement syndical. Discuter, en ce moment, sur la culpabilité de la scission dans le mouvement syndical international ne nous paraît pas opportun. Cette fois, nous ne dirons qu'une chose : une unité réelle du mouvement syndical international tout entier n'a jamais existé jusqu'à présent.

Nous espérons aujourd'hui que cette scission aura bientôt une fin.

Nous allons exécuter de bonne grâce le désir que vous avez manifesté de vous envoyer notre motion, qui pourra vous servir comme base pour les prochains pourparlers.

Notre intention est de créer l'unité du mouvement professionnel sur l'échelle nationale et internationale, c'est-à-dire une unité des plus étroites de toutes les organisations qui appartiennent à l'Internationale Syndicale Rouge, à l'Union Internationale des Fédérations Professionnelles, ainsi que de toutes les organisations qui se trouvent en dehors des deux Internationales syndicales, mais à condition qu'elles acceptent le principe de la lutte des classes.

Nous croyons ne pas avoir besoin d'expliquer la raison pour laquelle nous aspirons à cette unité — une unité de toutes les Fédérations professionnelles dans une orientation réellement anticapitaliste. Vous savez très bien comme nous que l'unité du mouvement professionnel est la première condition pour la réussite de la lutte contre l'offensive capitaliste, contre le fascisme et contre le régime capitaliste même.

Pour créer l'unité du mouvement professionnel international, pour créer « une » Internationale syndicale, la convocation d'un Congrès mondial du travail est le meilleur moyen, estimons-nous.

Il n'est pas difficile de s'entendre pour savoir comment, quand et où ce congrès aura lieu.

Nous acceptons la déclaration que vous nous faites au sujet de la politique et de la tactique de nos syndicats qui, dites-vous, diffèrent au fond des nôtres. Mais vous ajoutez que le plus important est la différence qui existe entre la tactique — plus ou moins radicale.

Or, cette phrase n'est pas très claire pour nous. Les différences qui

existent entre nous ne sont pas nouvelles, elles existent depuis plusieurs années, comme vous l'avez constaté dans votre Congrès de Vienne. Nous sommes prêts, toutefois, à discuter avec vous toutes les questions qui nous séparent. Dans tous les cas, nous constatons avec satisfaction que vous avez l'intention, malgré ces réelles différences qui existent entre nous, de faire tout votre possible pour trouver une ligne générale.

Nous avons aussi la même intention et nous déclarons que le principe directeur de l'activité des organisations ouvrières professionnelles, qui ressort des contradictions irréconciliables des intérêts du travail et du capital, est la lutte de classe entre la classe ouvrière et la classe capitaliste et pour l'affranchissement du prolétariat de l'exploitation, de la misère, de l'ignorance et du servage. C'est la base de notre motion. Toutes les organisations qui luttent réellement pour l'affranchissement de la classe ouvrière peuvent s'entendre, nous le croyons bien, pour rompre toute collaboration avec la bourgeoisie et pour lutter sur le plan national et international contre le capital du monde entier.

Nous attendons votre réponse et l'indication quand et où nos délégués et les vôtres peuvent commencer les pourparlers.

Bien que nous soyons toujours prêts à continuer, dans les limites nécessaires, la correspondance au sujet de l'unité, nous voudrions bien, et c'est plus opportun, échanger directement nos idées — ce qui ne doit pas avoir un caractère obligatoire — et de préparer la voie pour la démarche prochaine qui nous amènera au but.

Salutations fraternelles.

Le Président : TOMSKI ; le Secrétaire : DOGADOV.

Le Coin du Militant

Aux Secrétaires des Fédérations et aux Secrétaires des Commissions Fédérales Syndicales

Cher camarade,

La C.G.T.U. a décidé une grande campagne d'agitation et de recrutement sur les mots d'ordre qui seront indiqués ultérieurement.

Cette campagne durera tout le mois de janvier, sauf la période pendant laquelle se tiendra le Congrès National du Parti. (Ce dernier doit se tenir à Paris du 17 au 21 janvier.)

Les membres du Parti doivent, pendant cette période, consacrer la plus grande partie de leurs efforts pour seconder la C.G.T.U. dans sa campagne. Les cellules doivent y participer activement.

Le travail syndical est une des tâches principales du Parti communiste. Ses adhérents, ses organismes doivent avoir à cœur de renforcer et de développer les organisations syndicales. Il faut que celles-ci deviennent fortes et puissantes pour pouvoir lutter efficacement contre le patronat.

Aussi comptons-nous sur l'initiative et l'activité des commissions syndicales pour que la campagne entreprise donne des résultats satisfaisants. Ce sera faire un pas en avant à l'unité syndicale et, par suite, développer la force révolutionnaire de la classe ouvrière.

*
**

La réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises pose la question de la réorganisation des commissions syndicales et celles de la constitution des fractions communistes.

Dans beaucoup de Fédérations, les unes n'ont jamais été constituées et les autres (lorsqu'elles ont été créées) n'ont presque jamais fonctionné d'une façon régulière.

C'est une situation qui ne peut se prolonger. Nous ne doutons pas un seul instant que tous, vous êtes en complet accord avec les décisions du V^e Congrès Mondial et que vous êtes disposés à faire tous vos efforts pour bolcheviser le Parti.

Avoir de bonnes intentions, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Pour remplir les tâches politiques et organisatoires qui ont été fixées par le V^e Congrès au Parti Communiste Français, il faut que celui-ci adapte toute sa structure à ses tâches.

En premier lieu, il faut que les fractions communistes soient constituées dans tous les syndicats. La résolution du V^e Congrès sur la question syndicale indique que le défaut fondamental et le point de départ de tous les côtés faibles de notre travail dans les syndicats, c'est l'absence des fractions communistes dans les syndicats.

Les tâches des fractions communistes dans les syndicats sont immenses. Il ne s'agit pas seulement d'effectuer la conquête des postes électifs, mais surtout de parfaire l'éducation politique et économique des masses ouvrières groupées dans les syndicats ou même non encore organisées.

Il faut travailler énergiquement à organiser et à entraîner dans la lutte, même pour les revendications immédiates, les ouvriers inorganisés. Tout le travail pour l'union des non-organisés doit avoir pour but de les faire entrer dans les syndicats, de les faire devenir des militants actifs.

Cette tâche, comme bien d'autres, ne peut être réalisée utilement que si le Parti Communiste constitue partout ses fractions communistes.

Le travail des fractions doit être contrôlé d'une façon effective par les commissions syndicales.

Comment doivent être constituées celles-ci ?

A partir du 1^{er} janvier 1925, les anciennes sections du Parti auront disparu. Le Parti sera constitué sur la base des cellules d'entreprises. Son organisation sera à trois échelons : 1^o la cellule ; 2^o le rayon ; 3^o la Fédération.

Il doit donc y avoir une Commission Syndicale par Fédération, une commission par rayon.

Pour les localités industrielles importantes où des unions syndicales existent des commissions syndicales seront créées sur la proposition du Comité de rayon.

Cependant, une règle particulière est à indiquer à nos camarades. Au siège de la Fédération, la Commission Syndicale fédérée remplira également le rôle de la Commission syndicale locale, de même au siège du rayon où la commission syndicale de rayon remplira le même rôle.

Toutes ces commissions syndicales sont contrôlées par la Commis-

sion centrale ; celle-ci doit leur transmettre les directives et les mots d'ordre du Parti.

*
**

L'année dernière et cette année, il avait été indiqué aux fédérations que les commissions syndicales avaient à porter 70 % de leurs efforts au sein de la C.G.T. lafayettiste.

Rien jusqu'à présent n'a été fait à ce sujet et le Ve Congrès nous a rappelé que c'est une des tâches primordiales que nous ne devons pas oublier.

Là aussi nous devons constituer nos fractions communistes. Il nous faut procéder à la conquête de la C.G.T. lafayettiste et, en attendant, constituer de suite son aile gauche.

Cela nous est, dans certaines fédérations, relativement facile. Des syndicats adhérents à la rue Lafayette sont dirigés par des communistes ou des sympathisants. Il faut que ces syndicats adoptent la ligne de conduite arrêtée aux Congrès de l'I.C. et de l'I.S.R., notamment en ce qui concerne la campagne à mener pour l'unité syndicale, en proposant la convocation d'un Congrès général d'union sur la base de la représentation proportionnelle et de la liberté de lutte d'idées.

Pour contrôler efficacement ce travail des communistes dans les syndicats réformistes, pour constituer utilement les fractions communistes dans ces syndicats, les commissions syndicales doivent de suite, comme nous l'avons déjà dit dans une circulaire précédente, procéder au recensement des membres du Parti adhérents à la C.G.T. lafayettiste, les grouper, les faire travailler dans le sens indiqué au sein de leurs syndicats, les faire participer aux travaux des commissions syndicales.

Les directives qui précèdent doivent être mises en application par tous les organismes du Parti, par tous ses membres.

Nous comptons sur les Comités Fédéraux et les Commissions syndicales pour la mise à exécution.

LE BUREAU D'ORGANISATION.
LA COMMISSION CENTRALE SYNDICALE.

Paris, le 15 novembre 1924.

La réorganisation du Parti

Le Bureau Politique, lors de sa séance du 11 novembre, a envisagé la constitution de nouvelles fédérations, en effectuant le resserrement des fédérations existantes et en arrêtant comme base de fusion les centres industriels les plus importants.

Déjà, trois nouvelles fédérations existent. Ce sont :

- 1° La Fédération de la *Région Parisienne*, centre Paris, comprenant la Seine et la Seine-et-Oise ;
- 2° La Fédération de la *Région du Nord*, centre Lille, comprenant le Nord et le Pas-de-Calais ;
- 3° La Fédération de la *Région Lyonnaise*, centre Lyon, comprenant le Rhône, la Loire et la Saône-et-Loire.

Voici les autres fédérations envisagées :

- 1° Fédération de la *Région Troyenne*. Siège : Troyes. Départements : de l'Aube (bonneterie) ; Haute-Marne (forges, ciments) ; Yonne (culture et vignes) ; Côte d'Or (forges, industries métallurgiques) ;
- 2° Fédération du *Bassin de Briey*. Siège : Briey. Départements : Ardennes (ardoiserie, draps et forges) ; Nord de la Meuse et Nord de Meurthe-et-Moselle (forges, extraction de fer, métallurgie, etc.) ;
- 3° Fédération de la *Région de l'Est*. Siège : Nancy. Sud du département de la Meuse, Sud du département de la Meurthe-et-Moselle (salines, métallurgie) ; Vosges (cotonnades, apprêts, dentelles et culture) ;
- 4° Fédération de l'*Alsace-Lorraine*. Siège : Metz. Départements : de la Moselle (houilles, fer, céramique) ; Bas-Rhin (papeterie, constructions mécaniques, céramique) ; Haut-Rhin (tissage, produits chimiques) ;
- 5° Fédération de la *Région Belfortaine*. Siège : Besançon. Territoire de Belfort (filatures, forges, quincaillerie, fromagerie) ; Haute-Saône (chanvre, lin, culture) ; Doubs (forges, établissements métallurgiques, fromagerie) ;
- 6° *Région de la Méditerranée*. Siège : Marseille. Départements : du Gard (mines) ; Bouches-du-Rhône (produits chimiques, ports et docks) ; Vaucluse (phosphate et culture) ;
- 7° Fédération de la *Région de la Garonne*. Siège : Albi. Départements : Tarn (mines, verrerie) ; Tarn-et-Garonne ; Aveyron (mines, usines métallurgiques) ; Nord de la Haute-Garonne (minoterie) ;
- 8° Fédération de la *Région Bordelaise*. Siège : Bordeaux. Départements : Charente-Inférieure (conserves alimentaires, culture) ; Charente (papeterie) ; Gironde (constructions navales, vignes) ; Lot-et-Garonne (culture) ; Ouest de la Dordogne ;
- 9° Fédération de la *Région du Sud-Ouest*. Siège : Limoges. Départements : Haute-Vienne ; Ouest de la Creuse (culture) ; Corrèze (manufactures d'armes, culture) ; Nord-Est de la Dordogne ;
- 10° Fédération du *Centre*. Siège : Bourges. Départements : du Cher (verrerie, porcelaines, machines agricoles) ; Indre (culture) ; Nièvre (forges, passementerie et fromagerie) ; Allier (usines métallurgiques, culture) ; Est de la Creuse ;

11° Région de l'Atlantique. Siège : Nantes. Départements : Loire-Inférieure (usines alimentaires, vannerie, raffinerie) ; Sud du Morbihan ; Ouest du Maine-et-Loire ; Deux-Sèvres et Vendée ;

12° Fédération de la Région de la Basse-Seine. Siège : Rouen. Départements : Seine-Inférieure (cotonnades, constructions métallurgiques, ports et docks) ; Sud-Ouest de la Somme ; Eure (culture).

Les régions ci-dessus sont les principales régions industrielles sur lesquelles nous devons porter nos efforts.

D'autres fédérations sont à envisager :

1° Fédération de Bretagne. Siège : Brest. Départements : Finistère, Côtes-du-Nord, Nord du Morbihan ;

2° Fédération Tourangelle. Siège : Tours. Départements : Est du Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Sarthe ;

3° Fédération de la Région Rennaise. Siège : Rennes. Départements : Ille-et-Vilaine et Mayenne ;

4° Fédération Normande. Siège : Caen. Départements : Manche, Calvados et Orne ;

5° Fédération du Roussillon. Siège : Narbonne ou Carcassonne. Départements : Hérault, Aude, Pyrénées-Orientale et Ariège ;

6° Fédération Varoise. Siège : Grasse ou Toulon. Départements : Alpes-Maritimes, Var et Basses-Alpes ;

7° Fédération des Alpes. Siège : Grenoble. Départements : Sud de l'Isère (le Nord-Ouest étant rattaché à la Fédération lyonnaise), Hautes-Alpes, Savoie et Haute-Savoie ;

8° Fédération de la Région de l'Ardèche, Drôme et Lozère.

Quelques départements ne sont pas compris dans cette réorganisation. Leur importance, tant au point de vue industriel qu'au point de vue effectifs, est faible. Lorsque les fédérations ci-dessus prévues seront organisées, il sera facile de rattacher les fédérations de ces départements ou parties de ces fédérations à l'une ou à l'autre des fédérations ci-dessus.

Les fédérations intéressées ont été avisées de la décision du Bureau Politique. Des Comités fédéraux élargis sont prévus pour les douze premières, soit le 23, soit le 30 novembre. A ces Comités fédéraux seront envisagées les modalités définitives de fusion qui auront leur solution à un Congrès qui se tiendra dans la deuxième quinzaine de décembre, et où seront représentés les rayons de la nouvelle fédération, étant entendu que la majorité des délégués seront pris parmi les adhérents des cellules d'usines.

Aux fédérations de la deuxième série, ainsi qu'aux fédérations non indiquées, de nous faire part de leurs observations, de façon à pouvoir organiser pour elles également la tenue de Comités fédéraux élargis.

LE BUREAU D'ORGANISATION.

Le Gérant : BELLANGER.

Imprimerie Française (Maison J. Dangon), 123, rue Montmartre, Paris (2°)
Georges Dangon, imprimeur.

LE LÉNINISME

Théorique et Pratique

par

I. STALINE

100 Pages : 2 fr. 25

Karl MARX

LE CAPITAL

Traduit par J. MOLITOR

Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

TOMES I - II - III - IV

Le Procès de la Production du Capital

Chaque volume 8 fr., franco 8 fr. 75

BABEUF

ET LA

CONJURATION DES ÉGAUX

par M. DOMMANGET

Prix : 2 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, r. Lafayette,
Paris (10°). Chèque postal 25-517.

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

- N. BOUKHARINE et PRÉOBRAJENSKY :
A. B. C. du Communisme 6 fr.
- N. LENINE :
La Révolution Proletarienne 4 fr.
- N. LENINE :
L'Impérialisme, dernière étape du
Capitalisme 3 fr. 50
- N. LENINE :
Sur la Route de l'Insurrection 5 fr.
- E. VARGA :
La Dictature du Proletariat 6 fr.
- G. ZINOVIEV :
L'Internationale Communiste au
Travail 4 fr. 50

LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette - PARIS-X^e